

MARDI 3 FEVRIER 2015

« Voir » la fin de la civilisation industrielle.

- = A quoi ressemble l'effondrement d'une devise p.1
- = **La croissance, un modèle qui arrive à ses limites** (Hélène Baril, Journal La Presse) p.5
- = **Onu: la surpopulation menace l'humanité** p.11
- = 'Dr. Doom' Roubini: 'Voici ce que les pseudo-économistes ne comprennent pas à propos de la politique d'assouplissement monétaire' p.13
- = « Le drame de l'idéologie illustré par la fin de la taxe à 75 % ! » p.15
- = **SUFFIT-IL D'ÊTRE ICONOCLASTE POUR AVOIR RAISON ?** p.21
- = **PREMIÈRE LEÇON GRECQUE : LA FERMETÉ PAIE** p.23
- = Athènes met de l'eau dans son vin et présente un projet de restructuration de la dette grecque p.24
- = **Rééchelonnement des dettes publiques: d'abord Athènes, puis Lisbonne, Madrid...** p.26
- = L'économie mondiale a la dette sur les épaules p.27
- = Penser le monde comme un pays p.29
- = La contagion grecque p.31
- = Si la Fed n'a rien à cacher, elle n'a rien à craindre (Ron Paul) p.33
- = La monnaie, la Crise, les QE, promotion Orwell (Bruno Bertez) p.35
- = La portée des événements Grecs: une brèche historique! p.44
- = Plein de chiffres économiques pas terribles, mais le pétrole nous sauve la mise p.46
- = **Quantitative easing de la Banque centrale européenne, la finance peut-elle revenir au service de l'économie des gens ?** p.50
- = Syriza : une seconde semaine qui commence aussi fort que la première p.55



A quoi ressemble l'effondrement d'une devise

SHTF

Mac Slavo
ShtfPlan

Publié le 03 février 2015

Les Russes ont compris l'état catastrophique de leur économie, et savent que leur devise fait face à de lourds problèmes. Bien que la banque centrale russe se soit engagée à protéger et à stabiliser le rouble, qui a perdu 50% de sa valeur face au dollar au cours de ces derniers mois, plus personne n'ose tenter quoi que ce soit.

C'est un scénario que nous avons vu se répéter tout au long de l'Histoire, à chaque fois que la devise d'une nation menaçait d'être détruite ; un scénario tel qu'il pourrait bientôt s'en développer aux Etats-Unis si la confiance en le dollar en tant que devise de référence internationale venait à être perdue.

Voici à quoi ressemble l'effondrement d'une devise :

« Nous assistons à une véritable panique, explique Kirill Rogoy, analyste économique et politique indépendant qui est souvent

critiqué par l'administration Poutine. Le rouble est dévalué de 5 à 6% par jour, et personne ne sait comment mettre fin à la situation ».

Le rouble a perdu 50% de sa valeur depuis le début de l'année. Les consommateurs russes, qui craignent de voir disparaître leur épargne, comme ce fut déjà le cas en 1998, ont envahi les magasins et se sont dépêchés de se débarrasser de leurs roubles dont la valeur s'effondre de minute en minute.

Source: [*New York Times*](#)

« Je n'ai pas besoin de cette voiture », a-t-il dit haussant les épaules. Il possède déjà deux Porsche et une Land Rover. Mais, comme il dit, les prix vont bientôt grimper, et le rouble continuera sûrement de baisser. « Nous allons tout droit vers la crise ».

...

Les magasins d'appareils électroniques ont été pris d'assaut jusqu'en début de soirée, alors qu'une foule de consommateurs se jetait sur les stocks d'iPhones et d'iPads. Le site russe d'Apple a mis fin à ses ventes en ligne « en raisons des fluctuations extrêmes de la valeur du rouble, jusqu'à ce que les prix des appareils soient révisés ».

...

« Nous sommes venus ici parce que nous avons un problème. Nous avons beaucoup de roubles qui perdent très rapidement de leur valeur, et nous avons attendu trop longtemps avant d'acheter des dollars à un prix raisonnable. Nous sommes venus parce que les prix des voitures seront encore plus élevés demain », a dit Katya.

Source: [*ABC News*](#)

Ce qui se passe en Russie avec l'effondrement du rouble est que les marchands se retrouvent forcés de rehausser le prix de leurs produits chaque jour. Si l'effondrement du rouble se poursuivait, ces ajustements pourraient se faire d'heure en heure, comme nous avons pu le voir au Zimbabwe lors de l'effondrement du dollar national.

Il s'agit d'un scénario qui ressemble de très près à l'hyperinflation survenue en Argentine au début des années 2000. Comme l'a déjà noté l'auteur Fernando « Ferfal » Aguirre dans son livre [The Modern Survival Manual: Surviving The Economic Collapse](#), lorsque la devise d'un pays s'effondre, ses citoyens n'ont d'autre choix que de dépenser leur argent immédiatement et d'acheter tout ce sur quoi ils peuvent immédiatement mettre la main. Ne pas le faire pourrait entraîner une réduction de moitié de leur pouvoir d'achat en seulement quelques heures.

Voici comment Ferfal explique les faits :

Les banques avaient fermé leurs portes, et personne ne savait combien la devise papier allait valoir le lendemain, ou même d'ici quelques heures.

Je me rappelle vivement avoir été chez Brico Dépôt (Easy en Argentine) pour acheter quelques outils. Les caissiers couraient dans tous les sens pour remplacer les anciens prix par de nouveaux, qui changeaient parfois plusieurs fois en une heure.

Il était assez attristant de voir qu'en grattant un peu une étiquette, l'ancienne se trouvait encore en-dessous. Personne n'avait le temps de les enlever d'abord. Il y avait parfois une pile de cinq étiquettes de prix qui dataient toutes de moins de deux jours.

Après quelques mois, les gens ont réalisé qu'ils se trouvaient dans une situation vraiment délicate. Beaucoup n'avaient pas d'emploi. Et ceux qui en avaient encore un recevaient un salaire dont la valeur chutait d'heure en heure. Parfois, on arrivait à la caisse pour se rendre compte que le prix d'un article avait déjà changé.

Extrait de : [The Modern Survival Manual: Surviving The Economic Collapse](#)

Il ne s'agit pas là d'une prévision théorique de ce qui pourrait se passer en période de crise. C'est exactement ce qu'ont vécu les Argentins en 2001-02.

Au départ, les gens n'en croyaient pas leurs yeux, ils pensaient que leur gouvernement allait les sauver. Les fonctionnaires du gouvernement ont bien sûr sauvé leur propre peau et celle de leurs riches cohortes, mais ils ont laissé le peuple sans rien. Les banques ont fini par fermer, les distributeurs de

billets se sont vidés, et la monnaie est devenue rare. Comme se le remémore Ferial, l'économie est rapidement devenue un système de troc, et la monnaie a vite été remplacée par des actifs comme l'or, l'argent, la nourriture, les biens immobiliers et les voitures.

La Russie n'est qu'un avertissement de plus de ce qui risque de se développer aux Etats-Unis.

Nul ne sait quand s'effondrera le dollar. Il n'en est pas moins que sa mort soit inévitable. Et au vu de la dette nationale, des obligations de long terme et du malaise économique, tout n'est plus qu'une question de temps.

Et quand le moment se présentera, il sera nécessaire que vous vous y soyez déjà préparé. Posez-vous cette question : [Qu'est-ce que la monnaie lorsqu'un système s'effondre?](#)

La réponse, en y réfléchissant bien, est assez simple. Lorsque les devises perdent leur valeur, les actifs physiques deviennent la monnaie.

Dans son livre intitulé [The Prepper's Blueprint](#), Tess Pennington présente certains actifs clés qui auront toujours de la valeur – c'est-à-dire qui puisse être utilisés ou échangés – si vos dollars perdaient toute la leur.

Depuis les [aliments sans date de péremption](#) jusqu'aux métaux précieux, en passant par les vêtements, l'essence, les armes et les chaussures, il est des biens que nous prenons aujourd'hui pour acquis et qui pourraient gagner en valeur si la devise s'effondrait et que les réserves des magasins s'épuisent. Les cigarettes, l'alcool, les briquets, les produits d'hygiène, les médicaments, les antibiotiques, les outils de bricolage, tous sont des investissements qui pourraient assurer votre futur.

Bien qu'une majorité d'Américains refuse encore de contempler la possibilité qu'un tel scénario se développe aux Etats-Unis, l'Histoire nous prouve que toutes les devises papier jamais inventées ont fini par s'effondrer. Nous pourrions continuer de prétendre que cette fois-ci, ce sera différent, mais nous ne ferions que nous bercer d'illusions.

La confiance est quelque chose de très fragile, et au vu des troubles économiques, financiers et monétaires auxquels nous faisons face, il n'en faudrait pas beaucoup pour que le monde tel que nous le connaissons prenne fin.

Préparez-vous, ou attendez-vous à faire face aux terribles conséquences qui suivront.



La croissance, un modèle qui arrive à ses limites

Hélène Baril Publié le 30 janvier 2015 Journal LaPresse (Montréal)

[Il était temps que ce journal médiocre sorte un article de meilleur qualité. Et encore. Il n'est pas dit dans cet article que sans croissance économique TOUS les pays, provinces, villes, familles et individus feront faillites automatiquement. Sans croissance économique aucun intérêt ne peut être payé (les intérêts d'un prêt sont de l'argent qui n'existe pas encore, il faut de la croissance pour les payer), pas plus que le principal ne peut être remboursé. **Sans croissance le crédit (sous quelques formes que ce soit) ne peut exister.** (Voir à ce sujet l'excellent livre de Richard Heinberg « la fin de la croissance ».)]



La durée de vie utile des biens est de plus en plus courte. Les effets de la mode et du marketing, les coûts élevés de réparation ou l'impossibilité de réparer, dans le cas de certains produits électroniques, encourageant la consommation... et la mise aux ordures.

Photo Robert Mailloux, archives La Presse

La croissance économique vigoureuse est chose du passé dans les pays industrialisés. Les sociétés devront apprendre à vivre avec des taux de

croissance anémiques qui les forceront à faire des choix. La croissance du PIB à tout prix a-t-elle fait son temps? Et si la décroissance était une voie d'avenir?

C'est fou tout ce qu'on peut faire pour soutenir la croissance économique! On l'encourage à coups de subventions et de baisses d'impôt. On la stimule par le marketing et la publicité. Et on la dope avec le crédit facile et l'endettement. Avec bien peu de résultats, est-on forcés de constater depuis 30 ans.

Dans les pays industrialisés, la croissance économique ralentit lentement et inexorablement depuis 30 ans. «Ce modèle de croissance à tout prix arrive à ses limites, affirme Yves-Marie Abraham, professeur au département de management de HEC Montréal. Il n'arrive plus à générer de croissance et il n'est pas réformable. Il faut rompre avec ce modèle.»

Yves-Marie Abraham est un oiseau rare. Prôner la décroissance au sein de la très orthodoxe HEC Montréal n'est certainement pas une position aisée, mais le fait que ce discours puisse s'exprimer maintenant dans nos universités est un signe qu'il n'est plus réservé aux granos et aux écolos.

Penser autrement

La décroissance comme voie d'avenir n'a rien à voir avec la baisse du produit intérieur brut (PIB) ou une récession qu'on subit comme une maladie. «C'est une décroissance volontaire et décidée, qui suppose un vrai virage», explique Yves-Marie Abraham.

Cela repose sur l'idée que malgré tous ses bienfaits, la croissance économique fait maintenant plus de tort que de bien à l'homme et à la planète. La surproduction et la surconsommation épuisent les ressources et mènent directement vers un mur.

La solution de rechange? Penser autrement. «On arrête de croire que quand le PIB va, tout va, dit le professeur Abraham. On arrête de se préoccuper de la croissance pour se donner d'autres objectifs.»

L'augmentation du revenu générée par la croissance économique est un élément important du bien-être d'une société, reconnaît Yves-Marie Abraham. «Mais à partir d'un certain niveau du PIB, il n'y a plus de corrélation entre le bien-être et la croissance économique», souligne-t-il.

L'argent, on le sait bien, ne fait pas le bonheur. Le Québec illustre bien cet

adage. Alors que son PIB par habitant n'est pas parmi les plus élevés du monde, la province se hisse dans le peloton de tête des sociétés les plus heureuses dans les classements internationaux comme *Vivre mieux*, publié par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Selon Yves-Marie Abraham, les sociétés occidentales ont dépassé depuis longtemps un niveau de revenu qui assure la satisfaction de leurs besoins. Elles peuvent se donner d'autres objectifs, comme s'assurer que tous aient de quoi manger et une vie agréable.

«Il faut arrêter de courir après des choses sans intérêt», résume-t-il. Utopique? «Penser qu'on peut continuer à croître indéfiniment, c'est encore plus utopique.»

Développement durable

La machine économique a réagi aux signaux d'alerte que donne la planète en mettant de l'avant le développement durable, plus soucieux des dommages collatéraux de la croissance, comme la pollution de l'air et de l'eau.

Quand des signaux de pénurie apparaissent, comme ç'a été le cas avec le pétrole, des solutions apparaissent, comme la voiture électrique qui pourrait permettre de s'en passer un jour. «Je suis totalement contre l'automobile. L'auto électrique peut être une solution transitoire, mais ce n'est pas un vrai virage. La solution, c'est moins de transport. Il faut relocaliser nos modes de vie pour ne plus avoir besoin de déplacer des humains et des marchandises sur des milliers de kilomètres.»

Le discours du développement durable n'a rien donné du tout, estime Yves-Marie Abraham. «C'est polluer moins pour pouvoir polluer plus longtemps et repousser le problème à plus tard», tranche-t-il.

Éric Pineault, économiste et professeur à l'UQAM, n'est pas loin de penser la même chose. «Le développement durable envoie un faux signal, celui que la croissance infinie dans notre monde fini est possible», avance-t-il.

La décroissance, selon lui, est un signal d'alarme qui veut nous conduire à une prise de conscience, chacun individuellement. «Les surconsommateurs que nous sommes devenus trouvent normal que les biens qu'ils achètent ne durent pas et ne soient pas réparables. Ils valorisent la nouveauté et le changement, et donc le gaspillage. Ils acceptent que des machines remplacent le travail humain partout, y compris pour se nourrir avec des surgelés.»

Il faut se poser des questions. Se demander, par exemple, si on doit continuer à manger des oranges transportées sur des milliers de kilomètres et qui, une fois rendues à destination, ne goûtent plus rien. S'interroger sur la nécessité de mettre du marbre venu d'Italie dans notre salle de bains. Bref, faire «un reset» pour se remettre sur une trajectoire plus viable, estime Éric Pineault.

«C'est un travail personnel, poursuit-il. Ça ne se légifère pas.» Les gouvernements auront ensuite un rôle à jouer pour réorienter l'économie vers de nouveaux objectifs. Ce pourrait être de sortir le Québec du pétrole sur une période de 50 ans, illustre-t-il.

L'action des gouvernements est essentielle et comme leurs moyens dépendent des taxes et impôts qu'ils prélèvent, la croissance économique est une nécessité. C'est vrai, dit Éric Pineault.

«C'est ce que je dis toujours. Il faut de la croissance pour faire de la décroissance. Appelons ça le paradoxe de Pineault.»

Des impacts négatifs en croissance

Dans nos sociétés accros à la croissance de leur produit intérieur brut (PIB), remettre en cause l'expansion économique est un sacrilège. N'est-ce pas grâce à la croissance économique mondiale que nous vivons mieux, plus vieux et en meilleure santé? Sans remettre en question ces acquis, les tenants de la décroissance estiment que les impacts négatifs de la croissance économique surpassent maintenant les bienfaits qui peuvent y être associés.

Les bienfaits de la croissance

1) Augmentation de l'espérance de vie

On vit de plus en plus vieux. Entre 1990 et 2012, l'espérance de vie a augmenté de six ans dans le monde, selon l'Organisation mondiale de la santé. Au Canada, pendant la même période, l'espérance de vie est passée de 81 ans à 84 ans pour les femmes et de 74 ans à 80 ans pour les hommes.

2) Amélioration de la santé

La plus grande longévité des populations est le résultat des progrès considérables dans le traitement de plusieurs maladies autrefois mortelles, comme la pneumonie.

3) Augmentation du niveau d'éducation

De plus en plus de gens ont accès à l'éducation. Au Canada, la part de la population sans aucun diplôme était de 37,8% en 1990 et de 19,2% en 2012. La part de la population titulaire d'un diplôme universitaire a augmenté de 10,9% à 22,2% pendant la même période.

4) L'émancipation des femmes

Dans la plupart des pays industrialisés, les femmes ne sont plus confinées à leur rôle traditionnel de mère. Le taux d'activité des femmes est maintenant de 75% au Québec, comparativement à 81% pour les hommes. Les écarts salariaux entre les hommes et les femmes se sont réduits.

5) La liberté politique

Avec la fin des empires coloniaux et la disparition de plusieurs régimes totalitaires, la démocratie a fait des progrès dans le monde. On estime que 50% des pays du monde sont maintenant gouvernés de façon démocratique, un record de tous les temps.

6) Réduction des inégalités

Pendant plusieurs décennies, la croissance économique a permis de diminuer les inégalités de revenus et entre les pays et à l'intérieur des pays. Depuis le début des années 80, par contre, les écarts de revenus se sont accrus.

Les dérives de la croissance effrénée

1) L'obsolescence programmée

Mieux vaut jeter que réparer. Nous sommes tous à même de constater que la durée de vie utile des biens est de plus en plus courte. Les effets de la mode et du marketing, les coûts élevés de réparation ou l'impossibilité de réparer, dans le cas de certains produits électroniques, encouragent la consommation.

2) La surconsommation

Dans la plupart des pays industrialisés, la croissance économique repose sur la consommation des ménages. Aux États-Unis, par exemple, c'est 70% de l'économie qui est tributaire des consommateurs.

3) L'endettement

Pour alimenter la croissance économique, le crédit s'est répandu et les ménages ont été encouragés à s'endetter pour s'acheter une maison, une voiture et des biens de consommation courante. Aujourd'hui, le taux

d'endettement des ménages au Canada atteint plus de 160% de leurs revenus après impôt et paiements d'intérêts.

4) La congestion routière

En plus de son impact sur la qualité de l'air, la congestion routière causée par les citoyens qui se rendent au travail tous les jours cause des pertes de temps et de productivité qui sont en augmentation exponentielle. À Montréal, ces coûts ont été estimés à 3 milliards par année.

5) La pollution de l'air et de l'eau

Même s'ils sont indispensables à la vie, l'eau et l'air sont des ressources accessibles gratuitement ou à peu de frais dans la plupart des sociétés industrielles. Leur qualité se dégrade partout dans le monde et menace la planète.

6) Les maladies comme le stress et l'épuisement

Des maladies nouvelles se sont déclarées avec les modes de vie modernes axés sur la croissance de la productivité. C'est le cas du stress et du *burnout*, et de certains types de cancers associés à l'utilisation de produits chimiques.

Un moyen, pas une fin

Souhaitée ou pas, la faible croissance économique est installée pour rester dans les pays industrialisés. Bonne nouvelle ou calamité? L'économiste Marcelin Joanis, professeur et Fellow du Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations, répond à nos questions.

Est-ce que la décroissance peut être une bonne chose pour les économies modernes?

La croissance peut avoir des conséquences négatives, notamment sur l'environnement. De là à dire qu'on doit viser la décroissance, je ne crois pas. Je pense qu'on peut viser la croissance économique en prenant les bonnes décisions. Je constate que la croissance ralentit et je ne vois pas ça d'un mauvais oeil. Ça peut être salubre. Ça nous force à investir dans les technologies vertes, à faire des choix plus intelligents que par le passé.

La croissance à tout prix a-t-elle atteint ses limites?

La croissance économique n'est pas un objectif en soi, mais un moyen de satisfaire les besoins de la population. L'important est de trouver les meilleurs

moyens de satisfaire ces besoins.

À partir d'un certain niveau de revenu, toute augmentation supplémentaire ne produit pas une amélioration du bien-être des populations. Pourquoi continuer à courir après la croissance?

Il y a encore de la pauvreté et pour beaucoup de gens, on est encore loin d'un niveau de vie acceptable. Par ailleurs, les sociétés les plus heureuses ne sont pas les plus riches en termes de PIB (produit intérieur brut) par habitant, mais ce sont celles où l'État joue un rôle important pour redistribuer la richesse et atténuer les inégalités.

Ça prend de la croissance pour faire ça. Les gouvernements ont besoin de la croissance, qui leur donne des revenus et des moyens d'agir.

Onu: la surpopulation menace l'humanité

Lu dans la presse 23.09.2014 Sputniknews

Le sommet des Nations unies sur le climat s'ouvre aujourd'hui à New York et chacun des participants y découvrira le rapport que l'Onu a préparé en collaboration avec l'université de Washington en prévision de l'événement: il affirme que la population de la planète augmentera bien plus d'ici 2100 que ce qu'indiquaient les prévisions antérieures, écrit mardi le quotidien *Novye Izvestia*.

Le sommet des Nations unies sur le climat s'ouvre aujourd'hui à New York et chacun des participants y découvrira le rapport que l'Onu a préparé en collaboration avec l'université de Washington en prévision de l'événement: il affirme que la population de la planète augmentera bien plus d'ici 2100 que ce qu'indiquaient les prévisions antérieures, écrit mardi le quotidien *Novye Izvestia*.

L'augmentation prévue pourrait désormais être de 3 milliards d'habitants. Cette hausse rapide de la population de la planète rendra la vie de nos descendants encore plus difficile car les ressources terrestres sont déjà au bord de l'épuisement. Les scientifiques craignent que la planète ne parvienne pas à nourrir tous ses occupants, entraînant des guerres sanglantes non seulement pour les matières premières et l'eau, mais aussi pour la nourriture. Les résultats de cette étude, fruit de sept ans de travail, ont été publiés dans le

magazine scientifique Nature à la veille du sommet des Nations unies sur le climat et montrent qu'en un siècle, la vie sur la planète changera en profondeur en raison de la surpopulation.

Selon les démographes de Washington et de l'Onu, on peut affirmer avec une certitude de 80% que d'ici la fin du XXI^e siècle la population de la planète n'atteindra pas 9,6 milliards d'humains, comme on le pensait jusqu'à présent, mais pourrait s'élever jusqu'à 12,3 milliards. Autrement dit, la barrière des 9 milliards ne sera pas franchie à la fin mais au milieu du siècle. Ce correctif important s'explique par une nouvelle méthode de calcul et le recours à de nouveaux simulateurs informatiques, plus précis et réduisant le taux d'erreur.

Il est préoccupant de constater que la population augmentera le plus rapidement dans les régions où l'on est le moins attentif à l'environnement. Ainsi, d'ici 2100, la population d'Afrique pourrait quadrupler pour atteindre 4 milliards d'habitants, alors qu'un fort taux de natalité se maintient sur le Continent noir. Le pic de population en Asie, à hauteur de 5 milliards d'individus, sera atteint d'ici 2050 avant de diminuer. Alors qu'en Europe, dans les deux Amériques, notamment du Nord, où les gens ont appris à vivre en polluant le moins possible, la population croîtra bien moins rapidement qu'en Afrique et en Asie.

Les chercheurs ne prévoient pas de problèmes de surpopulation en Russie. Au contraire, la plupart des spécialistes sont persuadés que le problème auquel la Russie sera confronté dans la décennie à venir sera au contraire celui de la dépopulation, c'est-à-dire la réduction de la population jusqu'à un stade devenant gênant pour le fonctionnement normal de la société et de l'économie. D'après les estimations de la Division de la population des Nations unies, près de 136 millions de personnes vivront en Russie en 2030, sachant que le pays compte actuellement 143,5 millions d'habitants. Les pronostics de l'agence fédérale russe des statistiques Rosstat sont plus optimistes avec environ 139 millions d'habitants d'ici 2030 mais ne promettent pas non plus un avenir démographique prospère à la Russie.

Les ONG tirent déjà la sonnette d'alarme: l'augmentation du nombre d'habitants sur la planète pourrait conduire à un épuisement des ressources naturelles et, par conséquent, à d'immenses problèmes économiques et politiques. Le communiqué de l'ONG Global Footprint Network a d'ailleurs fait beaucoup de bruit: les chercheurs de l'organisation ont estimé la limite

annuelle des ressources naturelles renouvelables consommées à ne pas dépasser et a annoncé que cette année, la limite en question a été dépassé plus tôt que jamais – le 19 août.

Lire la suite: <http://fr.sputniknews.com/presse/20140923/202504137.html#ixzz3QgwoyFAf>

'Dr. Doom' Roubini: 'Voici ce que les pseudo-économistes ne comprennent pas à propos de la politique d'assouplissement monétaire'

par Audrey Duperron · 02 févr. 2015 , Express.be



© - [World Economic Forum](#)

L'hyperinflation, l'effondrement du dollar, des cours de l'or stratosphériques, l'abandon de la monnaie fiduciaire en faveur de crypto-monnaies telles que le Bitcoin ... sont autant de scénarios apocalyptiques qui nous sont présentés par des pseudo-économistes qui disposent « à peine d'une connaissance de base de l'économie », écrit [l'économiste Nouriel Roubini sur le site du Project Syndicate](#).

Roubini est professeur d'économie à l'université de New York, et on le surnomme «Docteur Doom », parce qu'il est plus pessimiste que les autres économistes. En 2005, il a notamment prédit l'effondrement du marché immobilier américain qui s'est finalement concrétisé en 2008, avec la crise des subprimes.

Aujourd'hui, il s'en prend à «l'assortiment d'économistes autrichiens, de monétaristes radicaux, aux « Gold bugs » [des investisseurs qui parient constamment sur la hausse du cours de l'or] et aux fanatiques du Bitcoin » et il explique pourquoi leurs prédictions apocalyptiques ne se concrétiseront pas :

Pour commencer, il y a un excédent d'offre dans les pays industrialisés, ce qui ne laisse que peu de pouvoir aux entreprises pour fixer les prix. Il y a également un large manque d'emplois, et trop de travailleurs cherchent un emploi alors qu'ils sont beaucoup moins nombreux.

Il y a aussi un affaiblissement des marchés immobiliers qui se remettent encore de l'éclatement de bulles, tandis que le ralentissement économique en Chine a eu pour conséquence un surplus de production de biens industriels et manufacturés, ce qui a généré des pressions déflationnistes mondiales.

Mais les gens qui critiquent les politiques des banques centrales ont tort pour la raison suivante, explique Roubini :

Nous vivons dans un monde dans lequel il y a trop d'offre et trop peu de demande. Le résultat, c'est la pression à la désinflation, sinon à la déflation, en dépit d'une politique d'assouplissement monétaire agressive.

L'incapacité de ces politiques monétaires non conventionnelles à éviter la déflation reflète partiellement le fait que ces mesures servent à affaiblir les monnaies respectives, et de ce fait, à améliorer les exportations nettes et à augmenter l'inflation. Cependant, il s'agit d'un jeu à somme nulle qui exporte simplement la déflation et la récession vers d'autres économies.

Encore plus important peut-être est l'existence d'une profonde inadéquation avec la politique fiscale. Pour être efficace, un stimulus monétaire doit être accompagné de mesures fiscales temporaires, ce qui manque actuellement dans toutes les grandes économies ».

Conclusion: tant qu'aucun programme de mesures fiscales significatives n'est pas mis en place pour régler le problème de l'insuffisance de la demande, les politiques monétaires d'assouplissement quantitatif (QE) resteront un élément central de l'économie mondiale.

**« Le drame de l'idéologie illustré par la fin de la
taxe à 75 % ! »**

Charles Sannat 3 février 2015

Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

« Lâââââ jûûûstice sociale »... disent-ils tous en cœur en se tapant sur le bide, répétant leur mantra politiquement correct. « Ils » ? Les socialistes évidemment, enfin une partie des socialistes, les benêts-béats-cucul-gnangnan, ceux pour lesquels rien ne peut être dit, réfléchi, ou pensé autrement que dans un cadre uniquement idéologique. Or l'idéologie fait évidemment les plus mauvaises politiques qui nécessitent au contraire une bonne dose de pragmatisme... Ce qui ne retire rien au fait que l'économie doit être au service de l'homme et pas l'inverse.

Alors nos socialos idéologues (rassurez-vous, l'idéologie ultralibérale est aussi stupide et bornée que celle des socialos mais comme c'est eux qui sévissent actuellement au pouvoir, c'est logiquement eux qui prennent) cherchent des « marqueurs » de gôôche. Un marqueur, dans la novlangue des politiques qui nous dirigent, c'est une mesure qui quand on est à gauche, fait gauche. Que la mesure soit stupide ce n'est pas grave, l'objectif n'est pas de mettre en place une bonne mesure ou une mauvaise, non, on s'en fiche, il faut juste « marquer » à gauche pour faire plaisir à un électorat d'idéologues qui ne voit pas plus loin que le bout de leur nez, et il n'y a pas plus borné qu'un idéologue de gauche... (à part l'idéologue de droite) !

C'est dans ce cadre intellectuellement pathétique que Mamamouchi 1er, entre deux sorties en scout (toujours prêt), a décidé de faire frémir tous les vilains riches nantis de France en les taxant à 75 % tout en maintenant les frontières ouvertes (ce qui est d'une stupidité sans nom). À l'époque de l'URSS, les cocos avaient été moins cons. En effet, avec leur mesures plus stupides les unes que les autres et les gens finissant par mourir de faim ou presque, ils avaient tous envie d'aller se faire « communister » ailleurs, à l'ouest idéalement. Les cocos de l'époque, pragmatiques dans la répression à défaut de l'être dans l'économie, faisaient tirer à vue par les gardes frontières sur les pauvres gus qui souhaitaient fuir le bel empire soviétique et ceux qui se faisaient attraper finissaient en camp de rééducation ou au goulag... Simple. Efficace. Cohérent.

Nous, Mamamouchi a fait l'inverse : il a dit « ici tout le monde sera taxé à 75 % mais vous pouvez partir »... Évidemment, les vilains riches et les méchants nantis ont voté avec leurs pieds et sont partis se faire tondre sous des cieus plus cléments fiscalement parlant.

Le Premier ministre anglais a dû tendre le tapis rouge pour accueillir nos concitoyens, les Français sont parmi les plus gros acquéreurs de maisons au Portugal (pas d'impôts pour les Français là-bas), et le monde entier s'est fichu de nous, et depuis Valls rampe, le ventre à terre, en disant dans toutes les langues « j'aime les entreprises », « I love business », « ich libedisch petite entreprize »... Le pauvre, c'est dur des fois d'être Premier sinistre en exercice.

La fin de la taxe à 75 % a sonné

« Invoquée durant la campagne de 2012, la taxe à 75 % sur les hauts revenus a été censurée, modifiée, avant d'être tout bonnement supprimée.

La taxe à 75 % sur les revenus supérieurs à un million d'euros imposée aux entreprises n'aura été appliquée que sur les revenus 2013 et 2014. Elle a été supprimée au 1er février 2015 »...

Eh bien vous savez quoi ? C'est une bonne chose et une bonne chose qui n'aurait jamais dû se produire parce que cette taxe n'aurait jamais dû voir le jour car elle était certes un marqueur de gôche, mais surtout une énorme ineptie économique. Encore une fois, dans un monde ouvert et globalisé où tout est en concurrence avec tout (et je ne dis pas que c'est bien, je déteste la mondialisation, mais elle est une réalité qu'on l'aime ou pas), penser que l'on peut taxer à 75 % en imaginant un seul instant que les riches vont rester ici faire leur chèque, il faut vraiment être un demeuré des principes de l'économie de base.

Lorsque j'étais jeune, au siècle dernier – qui était également le millénaire précédent ce qui nous remonte à loin (à « l'époque » me dit mon petit bonhomme) –, je mettais 20 heures en car pour rejoindre l'Espagne (avec ma bourse ERASMUS) et lorsque j'écrivais une lettre à mes parents, elle mettait trois semaines à leur parvenir. Utiliser le téléphone était hors de prix et réservé au cas d'extrême importance genre décès, rapatriement, maladie. Internet n'existait pas, Skype pas plus et les compagnies low cost non plus... Bref, les déplacements étaient plus chers, moins faciles, les distances plus longues. Tout cela s'est considérablement raccourci ces 15 dernières années. C'était donc une évidence que les « riches » partiraient. C'était parfaitement prévisible. Mais cette loi stupide a été tout de même votée.

C'est quoi la justice sociale ?

Voilà la question de fond que devrait se poser tout bon socialiste. C'est quoi la justice sociale ? Après, on peut être socialiste ou autre chose d'ailleurs, mais encore faut-il poser les problèmes de façon juste.

Voici la réponse donnée par un groupe de contrariens anonymes qui débattent la journée au boulot (des fois je me demande quand ils bossent ceux-là) et qui ont la gentillesse de me mettre en copie de leurs échanges :

« Attention de ne pas confondre justice sociale (d'ailleurs, dans les faits, la justice sociale c'est quoi, à part contraindre Paul de donner à Jacques pour que Pierre soit réélu ?) et capitalisme de connivence. », car il ne faut pas oublier qu'au bout du compte, le socialisme c'est faire la charité avec l'argent des autres, ce qui est toujours beaucoup plus facile qu'avec son propre pognon. Donc point de leçon de morale, de grâce, mais du pragmatisme.

Si vous taxez les revenus à 75 % après avoir tout taxé par ailleurs (il y a les charges sociales avant de parler de salaire), qu'après vous taxez encore via la TVA et tout le tintouin comme les taxes d'habitation (dont le montant prend en compte le revenu), vous obtenez un taux de taxation délirant avoisinant les 90 % ! Alors on va être clair, vous avez gagné 1 000 000 d'euros de salaire mais il ne vous reste que 100 000 euros... Bon ben de vous à moi, on ne va pas continuer à se fatiguer hein, on va aller se reposer un peu, cela ne changera rien...

Et c'est parce qu'il n'y avait plus aucune incitation positive pour récompenser l'effort que l'URSS s'est effondrée et que plus personne ne foutait rien, ce n'est tout de même pas très difficile à comprendre. Les gens n'aiment pas travailler, ils ont besoin de travailler, en fait ils ont besoin de travailler parce qu'ils ont besoin d'argent, mais si vous leur donnez l'argent quoi qu'ils fassent, eh bien généralement ils finissent par ne plus faire grand-chose... Et ils ont parfaitement raison car c'est un excellent calcul d'agent économique. Sauf qu'au bout du compte, plus personne ne travaillant, il n'y a plus de création de richesses et sans création de richesses c'est la pauvreté pour tous... C'est la raison pour laquelle les bons sentiments ne font JAMAIS les bonnes politiques et que nous devons sortir de nos réflexes idéologiques pour prendre de « bonnes mesures » pas pour chercher des marqueurs ou faire des coups de communication.

En attendant, le mal est fait, la réputation de notre pays ternie et si la taxe à 75 % a fait les gros titres lors de sa mise en place, sa suppression, elle, se fait en toute discrétion.

Non seulement nous ne gagnons rien fiscalement puisque nous ne taxons plus à 75 % mais les riches qui pourraient venir investir en France ne le font pas, croyant qu'ils vont se faire taxer à 75 %. Nous sommes donc les grands perdants et cet exemple illustre à merveille les dangers inhérents à l'idéologie. Les pires crimes, les pires bêtises, les pires âneries sont toujours faites au nom d'une idéologie.

Il est déjà trop tard, préparez-vous.

Charles SANNAT

[Un responsable de la Banque centrale de Russie tue trois collègues](#)

Nous avons appris par une dépêche de l'AFP qu'un « responsable d'une antenne régionale de la Banque centrale de Russie en Extrême-Orient russe a tué trois de ses collègues, apparemment sur un coup de colère. Il s'est, par la suite, suicidé.

« Vladimir Levkine, vice-président de la filiale de la Banque centrale pour la région de Blagovechtchensk a tiré sur ses collègues, deux femmes et un homme, dans leur bureau. Selon la chaîne de TV LifeNews, M. Levkine aurait tiré avec une arme de chasse pour se venger de ses collègues, qui avaient voté pour son licenciement. »

Alors si nous transposions ce cas à la BCE, une antenne régionale serait une banque centrale nationale genre la banque de France, et imaginez la dépêche suivante :

« Christian Noyer, le gouverneur de la Banque de France, vient de flinguer à coup de fusil de chasse trois de ses collègues du board qui ne voulaient pas imprimer autant de nouveaux billets que demandé voir exigé par le gouverneur !! »

Ce serait vraiment drôle si ce n'est que c'est dramatique.

Charles SANNAT

http://www.romandie.com/news/Un-responsable-de-la-Banque-centrale-de-Russie-tue-trois-collegues_RP/559650.rom

[La Russie révisé à la baisse la prévision de croissance économique pour 2015 en raison de la chute des cours du pétrole](#)

Alors certes la Russie abaisse ses prévisions de croissance et cela semble frappé au coin du bon sens mais pour le moment, Barack Obama, lui, nous explique que la croissance US sera de 3,5 % grâce justement à la baisse du pétrole, sauf que l'industrie des gaz de schiste aux USA représente entre 50 à 70 % de la croissance américaine. Or la croissance de l'industrie du gaz de schiste avec un pétrole à moins de 50 dollars est tout simplement impossible...

Les USA pourraient donc, en réalité, se diriger vers une nouvelle crise économique et financière car les crédits à l'industrie du gaz de schiste aux États-Unis ce sont plus de 5 400 milliards de dollars.

Charles SANNAT

MOSCOU, 31 janvier (Xinhua) – Le ministère russe du Développement économique a révisé samedi les prévisions économiques du pays pour 2015 et a prévu que le produit intérieur brut (PIB) de la Russie diminuera de 3 % cette année, en raison du prix du baril de pétrole à 50 dollars américains.

S'appuyant précédemment sur un prix du pétrole conjecturé à 80 dollars américains le baril, le ministère avait estimé que le PIB du pays baisserait en 2015 d'environ 0,8 %.

« Bien que les prévisions consensuelles indiquent des estimations supérieures, nous tenons compte des chiffres les plus prudents, » a déclaré le ministre du Développement économique Alexeï Oulioukaïev.

Le ministre a également déclaré s'attendre, en 2015, à un taux annuel d'inflation de 12 %, alors que selon l'estimation de décembre, il devait atteindre 7,5 %.

Ces dernières estimations font partie des prévisions économiques révisées pour 2015 et soumises au gouvernement pour approbation.

[Le CAC devrait toucher son SAR. Les niveaux à surveiller pour Diaxonhit](#)

Certains regardent des poissons rouges dans un aquarium, d'autres opteront peut être pour l'observation de la Bourse de Paris dans son canal.

Sur le fond, on est tiraillé entre la volonté de monter (grisés par le QE européen) et la volonté de consolider : les incertitudes liées à la Grèce font peser un risque de contagion et mettent les bancaires sous pression.

Mon scénario pour le court terme est un test crucial du SAR. Une cassure par le bas aurait de fortes chances de nous envoyer visiter les 23,6 % de Fibonacci !

Comme vous pouvez le voir, les outils les plus simples font partie de la panoplie de l'analyste technique qui doit savoir utiliser les canaux. Cela fait plus de 7 séances que l'on est dans cette figure, rendant les autres outils techniques inopérants. Si vous voulez vous entraîner, j'ai commis un e-Book sur l'utilisation conventionnelle et non conventionnelle des canaux avec moult exercices.

Pour Diaxonhit, ce n'est pas le scoop de l'hiver, la tendance est baissière. Mais il y a des éléments encourageants. Tout d'abord, nous évoluons dans un biseau descendant or on sait que ces figures se cassent généralement par le haut.

Par ailleurs, les volumes présentent un profil assez évocateur... Pour les niveaux de référence, on surveillera de près les 0,7 € puis les 0,8 € qui correspondent à des niveaux clés en théorie de Dow et en théorie Ichimoku. Ces deux outils ont bien fonctionné sur l'historique de Diaxonhit.



[Le site de Trado c'est ici !! Vous pouvez vous inscrire gratuitement à sa newsletter !](#)

SUFFIT-IL D'ÊTRE ICONOCLASTE POUR AVOIR RAISON ?

3 février 2015 *par* François Leclerc

L'équipe de Syriza n'a pas fini de prendre à contrepied les dirigeants européens en ne satisfaisant pas aux rituels auxquels ils sont accoutumés ainsi qu'en refusant de se glisser dans leur moule. Après avoir refusé de satisfaire à un examen de passage devant la Troïka doté de 7 milliards d'euros, lui opposant la négociation d'un contrat sur de toutes autres bases, Yanis Varoufakis en a dévoilé hier les grandes lignes.

Le plan consisterait à émettre deux types de nouveaux titres en échange des créances actuelles. Les premiers titres seraient destinés aux pays européens créanciers, et indexés sur la croissance nominale, tandis que la BCE recevrait des titres « perpétuels » dont seuls les intérêts seraient payés, calculés suivant une formule qu'il n'a pas donnée. Le principe de titres perpétuels n'est pas une nouveauté mais leur dernière émission remonte aux lendemains de la seconde guerre mondiale, par le Royaume Uni. Les grandes entreprises en émettent pour leur part régulièrement sur le marché.

La proposition s'appuie sur une constatation. Dans la pratique, et sans avoir ce statut, les titres que détiennent actuellement les banques centrales ne sont ils pas destinés à rester très longtemps à leur bilan, à défaut que ce soit éternellement ? Quand et dans quelles conditions les banques centrales pourront-elles en effet sortir de leur politique monétaire « non conventionnelle » et réduire la taille de leur bilan en procédant à des « reverse repurchase agreement » (les ventes des titres qu'elles ont acquis) ? C'est un sujet qui n'est plus jamais évoqué aux Etats-Unis, où il avait été abordé par Ben Bernanke sous sa présidence de la Fed, et jamais évoqué dans les autres pays, comme s'il était dorénavant acquis que ces titres seraient longtemps conservés.

Accepter des titres perpétuels, qui peuvent toujours se négocier, reviendrait à franchir un pas dans un monde financier où malgré les apparences tout ne fonctionne plus comme avant. La taille du bilan des banques centrales en est une des illustrations : celui de la Banque du Japon représente déjà 62% du PIB du pays, et ce ratio est respectivement de 20 et de 27% pour la Fed et la Banque d'Angleterre. Avec son opération d'un milliard de milliards d'euros de

titres, la BCE va s'inscrire dans la même trajectoire. De fait, les banques centrales sont déjà gavées de la dette de leur pays. Mais cela laisse entière la question : comment la BCE pourrait-elle accepter aujourd'hui, au nom de sa mission de gardien de l'ordre monétaire, l'échange de titres que propose Yanis Varoufakis ? Le pas à franchir est très grand, mais il pourrait être recherché un compromis sous la forme d'un moratoire et d'un calendrier de remboursement très allongé.

Yanis Varoufakis tente de trouver une issue depuis Londres et cela n'est pas innocent, cherchant hors de la zone euro des appuis que le gouvernement Syriza ne pense pas pouvoir trouver en son sein. C'est donc en désespoir de cause qu'il a abattu ses cartes, afin d'améliorer un rapport de force qui n'est pas en sa faveur, seul en Europe parmi les équipes au pouvoir. Si son plan épargne les détenteurs privés de la dette, ainsi que le FMI dont il n'est pas parlé, il va rencontrer un second écueil, après celui de la BCE. Si les gouvernements européens acceptaient de lier le remboursement de la dette à un excédent budgétaire primaire, nul doute qu'ils y mettraient des conditions et que la discussion porterait alors sur les moyens de faire apparaître un tel excédent. Le gouvernement Syriza serait alors conduit à revenir pour partie sur son programme et ses engagements de campagne. C'est la logique de la proposition de Yanis Varoufakis, qu'il a lui-même reconnue auprès du Financial Times. D'après le journal Kathimerini, celle-ci viserait à également obtenir un déplafonnement à hauteur de 25 milliards d'euros des aides de liquidités d'urgence, actuellement fixé à 15 milliards d'euros, et prétendrait continuer à recevoir les profits réalisés par les banques de l'Eurosystème sur les obligations grecques qu'elles détiennent. Ce plan n'est pas une improvisation du moment, il est construit.

Dans ce nouveau contexte, les rendez-vous bilatéraux vont se poursuivre cette semaine au niveau chef d'État et de gouvernement, ainsi qu'avec la Commission, en attendant un final à Berlin. Matteo Renzi a rappelé lundi vouloir « déplacer la discussion sur la politique économique, de l'austérité et de la rigueur vers la croissance et l'investissement » et que « nous voulons la changer en Europe, mais pas seulement pour la Grèce ou pour un autre pays ». Tout à sa volonté d'escamoter le point dur de la réduction de la dette avec sa proposition de « dette perpétuelle », le ministre grec des finances a choisi de se précipiter pour que la discussion s'engage sur la base de ses propositions, au risque de se retrouver isolé après avoir marqué des points.

Une réunion de l'Eurogroupe se dessine pour vendredi. Gabriel Sakellaridis, le porte-parole du gouvernement grec a relativisé ce matin les propos du ministre des finances, expliquant qu'il y a « plusieurs moyens » pour effacer la dette et que sa proposition en faisait partie. La négociation continue.

PREMIÈRE LEÇON GRECQUE : LA FERMETÉ PAIE

2 février 2015 par François Leclerc

L'équipe réunie par Syriza a déjà remporté une première victoire : elle a réussi là où François Hollande et Matteo Renzi ont échoué avec leurs tentatives timorées d'assouplir la stratégie gravée dans le Pacte fiscal. En prenant l'initiative, et en faisant preuve de fermeté, le dos au mur du défaut dont elle fait un instrument de chantage caractérisé, le gouvernement grec mène pour l'instant la danse là où les Italiens et les Français ont dû en rabattre, ayant fait la preuve du contraire. Qui l'eût crû ?

Mais pour que cette stratégie fonctionne, il fallait que la stratégie poursuivie par les dirigeants européens soit au bout du rouleau, ce que la BCE a entériné en lançant son programme massif d'achats de titres faute de mieux.

L'ensemble de la situation européenne doit être prise en considération. Mais il reste vrai que les bêtes blessées sont dangereuses, même lorsqu'elles sont prises à leur propre piège : le dépit n'a pas besoin d'être amoureux pour être cruel.

Le gouvernement allemand est fragilisé, car il serait pris à contre pied par un défaut grec sur sa dette, qui a commencé à libérer des forces centrifuges dans toute l'Europe, et dont l'incidence financière est en réalité imprévisible. Il se trouve pris entre deux feux, l'Östpolitik qui depuis Willy Brandt sous-tend la politique allemande heurtant simultanément à la stratégie de réalisation de la *Grande Russie* de Poutine qu'elle ne parvient pas à contenir. À son tour, le gouvernement allemand est un colosse aux pieds d'argile, comme on le disait jadis de l'Union soviétique. Sa force provient de la faiblesse de ceux qui ne lui opposent pas de stratégie alternative.

Si l'on veut regarder les choses en face, la proposition grecque de restructuration de la dette liant son remboursement à la relance de la croissance est la seule option réaliste sur le tapis de la négociation. C'est la solution de moindre perte pour le système financier, une fois les gouvernements poussés à faire collectivement défaut afin que les européens

n'en fassent pas les frais et leur demandent des comptes. Mais elle heurte la conviction que l'activité financière doit être protégée de tous les risques et créerait une dynamique qui fait peur...

La porte-parole d'Angela Merle a assuré qu'Alexis Tsipras était « un hôte bienvenu » à Berlin, il ne pouvait pas en être autrement, question de rapport de force.

[Athènes met de l'eau dans son vin et présente un projet de restructuration de la dette grecque](#)

par Audrey Duperron · 03 févr. 2015 Express.be



[JUSTIN TALLIS / AFP](#)

[Lundi, le ministre grec des Finances, Yanis Varoufakis, a dévoilé un plan de rééchelonnement de la dette grecque](#) lors d'une visite au chancelier de l'Echiquier britannique George Osborne.

Le pays veut mettre fin à la confrontation qui avait débuté avec ses créanciers et Varoufakis a annoncé au Financial Times qu'il ne réclamait plus un effacement de la dette grecque, mais plutôt un échange de la dette actuelle contre deux nouveaux types d'obligations.

Le premier jeu d'obligations, qui viserait à remplacer les prêts d'urgence, serait indexé sur la croissance économique. Un second jeu d'« obligations perpétuelles », serait destiné à se substituer aux obligations grecques détenues par la Banque Centrale Européenne (BCE).

Varoufakis s'est engagé à maintenir un excédent budgétaire primaire de 1 à 1,5% du PIB de la Grèce, même si pour l'atteindre, son gouvernement devait renoncer à des dépenses publiques, malgré les promesses dans ce sens qui ont été faites aux électeurs grecs.

Il a également indiqué qu'il allait s'attaquer aux fraudeurs fiscaux fortunés qui avaient échappé à leurs obligations fiscales pendant les 6 années de récession que le pays vient de connaître. « Nous ne nous arrêterons pas avant le succès. Si nous sommes éliminés par ceux qui ont des intérêts particuliers, ce sera notre honneur d'être tombé en combattant pour la bonne cause », a-t-il dit.

Cependant, [les initiatives audacieuses du nouveau gouvernement grec](#), et son appel à la fin de l'austérité ont laissé les dirigeants européens sceptiques, en particulier en Allemagne. « Je leur dirai : +Aidez-nous à réformer notre pays et donnez-nous de l'espace fiscal pour le faire, sinon nous étoufferons encore et nous deviendrons une Grèce déformée, plutôt qu'une Grèce réformée+ », a commenté Varoufakis.

Le chancelier britannique Osborne a demandé à son collègue d'agir de façon responsable, en ajoutant que la zone euro avait besoin d'urgence d'un meilleur plan pour l'emploi et la croissance.

« Nous sommes désavantagés par notre inexpérience. Nous représentons aussi une large paroisse », a dit Varoufakis, faisant référence avec la coalition que son parti de la gauche radicale SYRIZA a formée avec un parti de droite. « Mais nous avons l'avantage de ne pas encore avoir vendu notre âme au diable, et nous n'avons pas l'intention de le faire. SYRIZA est le seul parti qui n'a jamais été financé par des oligarques ».

Rééchelonnement des dettes publiques: d'abord Athènes, puis Lisbonne, Madrid...

Posté le 3 février 2015 par Bruno Colmant

La question du rééchelonnement de la dette publique grecque est un faux débat : cette dette a déjà fait l'objet d'un défaut implicite et sa soutenabilité est incompatible avec la paupérisation de l'économie grecque.

La dette publique grecque, majoritairement détenue par les autres pays de la zone euro, la BCE et le FMI, atteint 170 % du PIB alors que le PIB grec a baissé de 22 % en 6 ans et que le taux de chômage atteint 27 %.

La Chancelière, Angela Merkel, et le Ministre des Finances, Schäuble, allemand affirment d'un ton martial que la dette grecque ne fera l'objet ni d'un effacement, ni d'une restructuration, mais ils font fausse route : cette dette

sera restructurée. Au mieux, son échéance sera prolongée de plusieurs dizaines d'années.

En d'autres temps, la Grèce aurait fui par une dévaluation de sa monnaie, au détriment de ses prêteurs qui exigeaient d'ailleurs une prime de risque pour toute drachme qui était prêté.

Mais, à cette époque, la Grèce devait dialoguer avec elle-même et absorber, de manière politiquement endogène (on parle en finance de risque idiosyncratique), les conséquences de la faiblesse de son économie.

Aujourd'hui, c'est différent : la dévaluation monétaire n'est plus possible et c'est donc une dévaluation interne qui lui est imposée : la Grèce doit se rendre plus compétitive, au travers d'un appauvrissement, afin de compenser la force de l'euro qui est une monnaie évidemment surévaluée par rapport à la réalité de l'économie grecque.

C'est pour cette raison que la Grèce s'insurge contre l'Europe, et non plus contre ses propres dirigeants : une dévaluation de la drachme était débattue à Athènes tandis qu'une dévaluation interne se postule à Berlin ou à Francfort.

Le résultat de ce processus est un gâchis complet, dont tous les contribuables européens et le peuple grec seront les victimes.

Mais la réalité grecque s'imposera progressivement à d'autres économies fragiles. A n'en pas douter, un jour, d'autres pays du Sud imposeront un moratoire ou un rééchelonnement de leurs dettes publiques, selon des modalités encore imprécises.

C'est inéluctable, même si, contrairement à la Grèce, les effets systémiques seront moindres, puisque les dettes publiques des autres pays de la périphérie méditerranéenne ont re-migré vers leurs pays d'origine au travers d'un processus de re-domestication des dettes souveraines.

L'économie mondiale a la dette sur les épaules

Jean-Marc Vittori / Editorialiste | Le 03/02 , LesEchos.fr

Après avoir causé la crise financière de 2007-2008, l'excès d'endettement a encore grossi. Il est devenu un boulet pour la croissance mondiale. La sortie de crise se profilera quand il aura vraiment diminué. On en est loin.

de Jean-Marc Vittori

Un petit point de moins... Vu de loin, c'est un choc mineur. Un petit point de moins, c'est la différence entre la croissance mondiale avant et après la crise financière de 2007-2008. L'activité est passée d'une pente de progression d'un peu plus de 4 % l'an à un peu plus de 3 %. Mais, vu de près, ce changement de rythme est majeur. Si l'économie mondiale avait continué sur sa lancée, sa production serait aujourd'hui supérieure de près de 6.000 milliards d'euros. Comme si elle avait deux Allemagne et deux France au lieu d'une seule.

Les économistes sont loin d'être d'accord sur les causes de cette rupture. Certains d'entre eux, comme Larry Summers, l'ancien secrétaire au Trésor de Bill Clinton, avancent l'hypothèse d'une demande mondiale déprimée, à cause à la fois de la montée des inégalités et de la volonté des pays émergents d'accumuler des réserves investies dans des produits sans risque - et donc peu profitables à la croissance. D'autres, comme le professeur de l'université américaine de Northwestern Robert Gordon, estiment que nous sommes au bout d'une vague d'innovations. Les effets des technologies de l'information sur la croissance seraient beaucoup moins forts que ceux induits par les révolutions industrielles de la machine à vapeur, de l'eau courante et de l'électricité. D'autres encore, comme les économistes James Stock (Harvard) et Mark Watson (Princeton) insistent sur la démographie. La population en âge de travailler a par exemple culminé dans la zone euro en... 2008 et baisse rapidement depuis. Au Japon, en Chine, les mutations de la population jouent aussi un rôle central. Un autre professeur de Harvard, Jeffrey Frieden, estime que la faute en incombe à une paralysie de la décision politique, pour cause de conflit sur la répartition des pertes induites par la crise. Et puis il y a bien sûr toute une littérature sur les erreurs de politique économique, dont l'austérité budgétaire européenne constitue le plus gros.

La plupart de ces explications ont sans doute pesé sur l'activité. Mais, se contenter de ces explications, c'est oublier le coeur de la crise financière : un excès de dette devenu insupportable, car il vient d'une stratégie de panier percé et non de préparation de l'avenir. Cet excès explique aussi bien la faillite de Lehman Brothers et de Northern Rock que les ennuis de la Grèce ou l'explosion de l'Irlande. Or, aujourd'hui, *« le rythme de désendettement demeure modeste voire inexistant dans maints secteurs de l'économie mondiale, d'où un surplomb de dette constituant un obstacle significatif, même si les risques de crise de dette ont pour l'instant reculé, affirment dans un récent travail* (1) Stephanie Lo et Kenneth Rogoff, deux universitaires de

Harvard (encore !). *Tant que ces poches de dette privée, extérieure et publique n'auront pas dégonflé, le rôle potentiel des autres vents contraires à la croissance sera difficile à quantifier.* »

A l'échelle de la planète, la dette est au plus haut. Selon [un rapport](#) (2) publié à l'automne dernier, elle dépasserait désormais 210 % du PIB mondial contre 180 % en 2008, au début de la crise (endettement des particuliers, des entreprises et des Etats). Nous avons lutté contre la dette en rajoutant de la dette ! Les pays émergents ont emprunté massivement ces dernières années, profitant de l'appétit des investisseurs en quête de rendement. En six ans, la dette totale a augmenté de 35 points de PIB au Brésil, de près de 40 % en Indonésie, de 45 % en Turquie. En Chine, le poids de la dette a bondi de moitié, passant de 160 à 230 % de son PIB, selon des estimations de la Société Générale. La maîtrise de sa bulle de crédit constitue désormais une priorité politique. Dans les pays développés, la dette a grimpé de plus de 20 points de PIB entre 2008 et 2014. Rares sont les acteurs qui ont vraiment réduit leur endettement : particuliers aux Etats-Unis et au Royaume-Uni (avec des défauts et des refinancements d'emprunt), particuliers et entreprises en Allemagne et en Espagne. Partout ailleurs, les ratios de dette ont à peine commencé à baisser, restant à un niveau très élevé (près de cinq années de PIB au Portugal, trois années en Italie ou Grèce). Quand ils n'ont pas continué à monter, comme en France, où la dette cumulée des entreprises et des ménages a davantage augmenté depuis dix ans que la dette publique (32 points de PIB contre 30).

Le surplomb de dette est donc loin d'être résorbé. Il pèse à la fois sur la croissance et l'inflation, les deux mécanismes les plus efficaces pour l'éroder (même si la baisse du [prix de l'argent](#), du pétrole et de l'euro va donner un peu d'air au Vieux Continent). Et, contrairement à ce que l'on entend souvent, le problème ne se cantonne pas à la dette publique. Dans tous les pays, à l'exception notable de la Grèce, de l'Italie et de la France, sa flambée vient des excès du privé, [comme l'ont bien montré](#) les économistes Oscar Jorda (Réserve fédérale de San Francisco), Moritz Schularick (université de Bonn) et Alan Taylor (université de Californie).

Les crises financières se terminent toujours de la même manière, soulignent Lo et Rogoff : « *L'endettement tend à baisser significativement avant la fin de la crise, effaçant souvent intégralement l'excès de dette.* » Pour l'instant,

on en est loin.

Jean-Marc Vittori

(1) « Secular stagnation, debt overhang and other rationales for sluggish growth, six years on », BIS Working Papers n° 482, Bank for International Settlements, janvier 2015.(2) « Deleveraging ? What deleveraging ? », Geneva Reports on the World Economy n° 16, ICMB/CEPR, septembre 2014

Penser le monde comme un pays

Jacques Attali Paru dans L'Express | Publié dans [Géopolitique](#) - 2 février 2015

L'économie du monde semble aujourd'hui incompréhensible : alors que tous les facteurs classiques de la croissance sont réunis (la population mondiale augmente, le progrès technique est gigantesque, l'épargne disponible est considérable, la liberté des échanges plus grande que jamais), la croissance ralentit partout, sauf aux États-Unis pour le moment. Et partout, même aux États-Unis, le chômage réel atteint des records, les investissements s'essouffent, les inégalités, surtout aux États-Unis, sont plus grandes que jamais. Et la récente publication de la valeur extrêmement basse du Baltic Dry Index, (indice qui mesure le volume du transport en fret des matières premières, et qui annonce depuis longtemps l'imminence des crises) a confirmé la tendance à la dépression et semé la panique dans le petit milieu des traders.

Face à cette situation, aucune action classique ne semble fonctionner : les taux d'intérêts sont au plus bas ; les banques centrales déversent des sommes infinies dans le système bancaire ; les gouvernements font des déficits record. Rien n'y fait. Rien ne démarre. Tout ralentit. Même les prix.

De quoi souffre le monde ? Comment expliquer que ses formidables potentialités ne sont pas mises en mouvement ? Les économistes, les sociologues, les politologues du monde en débattent à l'infini sans qu'aucune réponse convaincante ne s'impose. Et sans que personne ne propose une nouvelle solution crédible.

Il est pourtant urgent de comprendre et de trouver une façon d'agir. Sinon, l'économie mondiale va plonger dans une dépression globale aux conséquences politiques ravageuses : on verra, on voit déjà, des partis extrêmes prendre le pouvoir et la démocratie être remise en cause, par des gens qui justement prétendent parler en son nom.

La réponse, pour moi, crève les yeux, même si peu de gens veulent

l'admettre : L'économie mondiale est désormais une économie unique. Et on ne peut la comprendre en juxtaposant les analyses des économies nationales et de leurs échanges. Il faut penser le monde comme une économie unique ; comme un pays. Mais un pays sans règle de droit ni État régulateur.

Et une telle économie, qui n'a jamais existé dans le réel jusqu'aujourd'hui, ne peut, selon toutes les théories existantes, que conduire à un sous-emploi des facteurs de production, c'est-à-dire à une insuffisance de la demande. Et aucun État régulateur n'est là pour la compenser. Autrement dit, le monde souffre de ne pas disposer d'outil capable de créer une demande à l'échelle mondiale.

La solution idéale serait donc de créer une Banque Centrale mondiale, avec une gouvernance démocratique, avec une monnaie mondiale, capable de déverser des ressources massives sur le monde. Sous forme de monnaie, ou sous forme d'investissements dans les secteurs de l'économie durable.

La solution médiane serait de demander aux gouvernements du G20 de se mettre d'accord pour relancer massivement des investissements publics, par des emprunts massifs, forcés si nécessaires, auprès des grands détenteurs de capitaux.

La solution la plus conforme aux intérêts des jeunes et des salariés serait d'augmenter massivement tous les salaires du monde, et d'accepter l'inflation. La plus conforme aux intérêts des détenteurs des capitaux et des seniors seraient de faire monter massivement les Bourses pour créer de la demande par revalorisation des patrimoines.

Rien de tout cela n'aura lieu, évidemment. Donc, le plus vraisemblable est que chacun voudra continuer à le faire dans son coin, quitte à s'isoler des autres. Mais quiconque créera une demande seulement chez lui, en augmentant massivement les salaires ou les dépenses publiques, deviendra rapidement dépendant de ses importations, sa monnaie s'effondrera. Les États-Unis peuvent le vouloir, comme, à l'autre bout du spectre, les Grecs. Cela les conduira au protectionnisme, à la fragmentation, à la guerre.

Il est à la mode de dire qu'il faut penser le monde comme un, à propos du climat et de réussir la conférence qui en traitera. Pourtant, s'il est une conférence mondiale urgente, c'est plutôt celle qui réformerait le FMI pour le rendre plus démocratique et lui donner tous ces pouvoirs. Car si le monde n'agit pas rapidement sur l'économie, le problème de l'émission de

gaz à effet de serre sera bientôt réglé de la façon la plus simple : personne n'en produira plus.

j@attali.com

La contagion grecque

Marc Fiorentino Morning Zapping 3 février 2015

Le ministre des Finances grec a présenté hier son projet de restructuration de la dette. Il a momentanément abandonné son exigence de suppression d'une partie de la dette et propose un échange de la dette actuelle contre une dette perpétuelle et une dette dont le remboursement serait lié à la croissance économique. En Espagne, l'inquiétude commence à se propager.

L'ESPAGNE SOUS PERFORME

Alors que les indices boursiers européens ont bien progressé depuis le début d'année, un pays fait du surplace : l'Espagne. Les actions espagnoles n'ont pas profité de l'annonce de la Banque Centrale Européenne. Et pourtant les indicateurs économiques sont plutôt favorables comme on l'a vu hier avec l'indice des directeurs d'achat. La raison est simple : les investisseurs craignent le risque de contagion et un effet Syriza sur le parti d'opposition Podemos.

LES TAUX RESTENT BAS

On est en dessous de 1.50% à 10 ans. Un taux inimaginable. Mais les investisseurs savent que la BCE soutiendra la dette espagnole en cas de crise politique et personne n'envisage la possibilité d'une sortie de l'Espagne de la zone euro. Non, la crainte c'est que le gouvernement Grec obtienne des concessions sur sa dette de la part de l'Europe, que cela amplifie la progression déjà forte de Podemos aux prochaines élections et qu'on ait en Espagne une politique anti-business et anti-entreprises. L'Espagne est le pays qui regarde la situation grecque avec le plus d'attention en Europe.

LE PORTUGAL N'EST PAS DANS LA TOURMENTE

C'est d'ailleurs très étonnant. Le Portugal avait été une des premiers victimes de la contagion de la crise de la dette grecque et le Portugal avait dû demander l'aide de l'Europe. Or, on n'en parle pas, mais le Portugal va voter lui aussi. Cet automne. Mais pour l'instant les partis traditionnels

sont en position de force. Coalitions de centre droit et de gauche traditionnelle sont au coude à coude dans les sondages. Les partis extrémistes n'ont pas profité de la crise et le Portugal continue à faire figure de bon élève au sein de la zone euro. Au moins un pays dont on n'aura pas à s'inquiéter si l'Europe cède à la Grèce.

MACRON RECULE

Il s'est même excusé de s'être trompé en proposant la réforme prévue des notaires. Heureusement qu'il y a la réforme des autocars pour que la loi Macron ait encore un peu de substance. Macron a supprimé certaines réformes et reculé sur d'autres. On ne réforme pas la France.

OBAMA SE LÂCHE

Avec un Congrès Républicain qui bloquera tout, Obama sait qu'il ne risque plus rien: il se met donc à proposer toutes les mesures qui pourraient lui permettre de rester populaire, son seul souci, et qui n'ont aucune chance de passer. L'idée d'hier, une taxe sur le cash stocké par les entreprises américaines à l'étranger. Dommage qu'il n'ait pas fait tout cela quand il avait encore le pouvoir. Il devrait aussi proposer la fin des guerres et de la faim dans le monde comme les Miss France.

BACK TO THE 50'S

Alors que le monde avance, se modernise, la France reste dans le rétro. La CGT a élu Philippe Martinez à sa tête, un (très très) proche du parti communiste, qualifié par ceux qui le connaissent de "stalinienn". De belles grèves destructrices en perspective.

LE MANIFESTE DES SOUFFRE DOULEUR

Des jeunes, victimes de la violence scolaire et du harcèlement, ont décidé de lancer un manifeste. "Nous sommes des millions à être ou à avoir été victimes de harcèlement scolaire...". Une bonne initiative pour briser la loi du silence.

J'ACHÈTE!

Pour fêter ses 80 ans, Monopoly aura des vrais billets dans certaines de ses boîtes, 80 sur un total de 30,000... 150 euros, 300 euros et un boîte avec

20580 euros. Je vais pouvoir m'acheter la rue de la Paix.

QU'EST DEVENUE NAFISSATOU DIALLO

C'est la question que s'est posé le Parisien avec l'ouverture du procès de DSK. Elle a investi dans un fonds de commerce et mis sa fille dans une université privée de New York. J'aime bien la traduction anglaise du procès du Carlton: "the pimping case".

JEB BUSH

avance. Mitt Romney a annoncé qu'il ne se présentera pas et Jeb Bush multiplie les déclarations: il veut faire campagne sur des thèmes positifs, sur l'optimisme avec un mot d'ordre "Hope". On sait bien que l'espoir fait vivre.

VOILÀ C'EST TOUT
BONNE JOURNÉE
MAY THE FORCE BE WITH YOU

[Si la Fed n'a rien à cacher, elle n'a rien à craindre](#)



[Ron Paul](#)
[Daily Paul](#)

Publié le 03 février 2015

Depuis la création de la Réserve Fédérale en 1913, le dollar a perdu plus de 97% de son pouvoir d'achat, l'économie des Etats-Unis a subi une longue série de lourdes récessions et dépressions générées par la Fed, et le gouvernement a pris une ampleur dangereuse grâce aux politiques de monétisation de la dette de la Fed. Et pourtant, la Réserve fédérale continue d'opérer sous un linceul de confidentialité créé par le Congrès.

Il n'est pas surprenant que 75% du public américain soutienne les demandes d'un audit de la Réserve fédérale.

Les nouveaux dirigeants du Sénat ont promis de tenir un vote cette année quant à l'audit de la Fed, mais malgré le soutien indéniable du public, le passage de cette loi n'est en rien assuré.

La raison pour laquelle son passage pourrait être difficile est que les 25% d'Américains qui s'y opposent représentent certaines des plus puissants intérêts politiques du pays. Ces intérêts travaillent en coulisses pour tuer l'oiseau dans l'œuf ou le remplacer par un compromis sans aucune valeur. Ce compromis pourrait nous offrir une transparence limitée, mais elle

empêcherait néanmoins les Américains d'apprendre la vérité sur les politiques monétaires de la Fed.

Selon certains opposants au projet de loi, un audit compromettrait l'indépendance de la Fed. Ceux qui voient les choses ainsi ne sont pas capables de pointer du doigt la moindre ligne dans le texte qui offre au Congrès une autorité nouvelle sur les politiques monétaires de la Fed. Plus important encore, l'idée que la Réserve fédérale soit indépendante de toute considération politique est absurde. Les économistes font souvent référence aux cycles économiques, qui ne sont rien d'autre que l'ajustement de ses politiques par la Fed pour aider ou mettre à mal des politiciens. L'ancien gouverneur de la Réserve fédérale, Arthur Burns, a exposé la vérité derrière la propagande qui englobe l'indépendance de la Réserve fédérale en disant que s'il n'avait pas su ce que voulait le président, la Réserve fédérale aurait « perdu son indépendance ».

Peut-être la Fed s'oppose-t-elle à un audit en raison de ce qui a été révélé de ses opérations ces dernières années. En 2010, dans le cadre de la loi Dodd-Frank, le Congrès a autorisé un audit exceptionnel de ses activités suite à la crise financière de 2008. Cet audit a révélé qu'entre 2007 et 2008, la Fed a prêté plus de 16 trillions de dollars - plus de quatre fois le budget annuel des Etats-Unis - à des banques centrales étrangères et des compagnies privées influentes.

En 2003, l'ancien fonctionnaire de la Fed, Andrew Huszar, s'est publiquement excusé auprès du peuple américain pour son rôle dans « le plus gros plan de sauvetage de Wall Street de tous les temps » - le programme de QE de la Fed. Peut-on encore douter que la Fed agisse au bénéfice des élites ?

Malgré les améliorations présentées par les statistiques économiques (manipulées par le gouvernement), l'Américain moyen ne bénéficie pas des programmes de QE de la Fed. L'échec abyssal du QE aux Etats-Unis est peut-être une raison qui a poussé la Suisse à délier son franc de l'euro suite à la publication de rapports selon lesquels la BCE serait en passe de lancer son propre programme de QE.

Le QE n'est que le plus récent chapitre d'un siècle d'échecs de la Réserve fédérale. Malgré ce sombre passé, les défenseurs de la Fed continuent de proclamer les bénéfices du système de réserve fédéral. S'il en existait vraiment, pourquoi refusent-ils encore de laisser les Américains en savoir

plus au sujet de ses politiques monétaires ? Pourquoi la Fed se comporte-t-elle comme si elle avait quelque chose à cacher, comme si elle craignait un audit ?

Le peuple américain a suffisamment souffert des politiques monétaires de sa banque centrale. Il est temps d'auditer la Fed, et de la faire disparaître.

La monnaie, la Crise, les QE, promotion Orwell

Les Clefs Pour Comprendre du Dimanche 1er Février 2015: Par Bruno Bertez

Alors que la chose fiscale est à peu près comprise par les citoyens, la chose monétaire, elle, est un trou noir. L'évidence de la monnaie, telle qu'ils la perçoivent ou la touchent dans leur poche, est telle qu'ils croient savoir ce qu'elle est. Nous soutenons que la conception de la monnaie que les citoyens ont est anachronique et que c'est à la faveur de cet anachronisme que les pouvoirs les trompent.

Pour la plupart, avec de l'argent, on achète des biens et services, on tente de faire des économies, on voyage et c'est à peu près tout. Les questions, pour le public, ne se posent, bien souvent, que lorsque l'inflation des prix des biens et services accélère. Alors, là, les gens commencent à se poser des questions. Et, arrêtez-vous, prenez votre temps d'assimiler : c'est là que se trouve l'entourloupe majeure : comme vous ne vous intéressez à la chose monétaire que lorsque les prix montent, alors, « ILS » ont trouvé une astuce, ils ont dit, nous pouvons faire tout ce que nous voulons avec la monnaie, nous en sommes les Maîtres, pourvu que les prix ne montent pas. Ils ont considéré que la monnaie, c'était leur chose du moment que, sur les prix, sur l'inflation des prix des biens et services, « les choses étaient maîtrisées ». Ah la maîtrise des anticipations inflationnistes, comme ils y tiennent dans un monde où la question n'est pas celle de l'inflation. L'illusionniste a toujours les mêmes trucs: vous faire regarder dans une autre direction que celle où les choses se passent.

Ils ont parié sur le fait que vous n'y comprendriez rien, sur le fait que tous les pouvoirs politiques, de Droite et de Gauche, seraient d'accord avec eux pour vous maintenir dans l'ignorance et ils ont pris le pouvoir essentiel, majeur, celui qui seul compte dans nos systèmes, le Pouvoir de faire ce qu'ils veulent en matière de monnaie. Non seulement ils ne vous ont rien expliqué, mais ils entretiennent l'ignorance lorsqu'ils s'expriment. D'ailleurs, bien souvent, ils

n'expriment que leur propre ignorance, ou leur illusion de connaissance, on l'a vu récemment quand le Français Hollande a effleuré ces questions.

Mais avant, réglons le problème de la complicité entre les politiciens et les Banquiers. Elle est structurelle, organique, parce que les politiciens dépensent et ce sont les banquiers qui les financent, exactement comme du temps des rois. Ce sont les banquiers qui font les fins de mois des politiciens de droite et de gauche. Et les politiciens ont toujours besoin d'argent, pour acheter des votes.

En fait, le système n'est pas vraiment le même que celui du temps des rois car le pouvoir a basculé. Avant, c'étaient les banquiers/fermiers généraux qui collectaient l'argent pour les rois, maintenant ce sont les rois qui collectent pour les banquiers. Le Pouvoir, voilà ce qui est important, suivez le pouvoir et vous commencerez à comprendre le monde dans lequel vous vivez. Le Pouvoir, celui de la banque devenue finance, choisit les rois.

Vous avez une intuition de ce qu'est la monnaie et cette intuition est historique, elle est fondée sur l'histoire, sur la pratique, sur l'héritage culturel. La monnaie, telle que vous croyez la comprendre, a à voir avec les marchandises, la propriété, elle est l'équivalent général des marchandises, etc. Donc, à moins de fausse monnaie privée ou publique, la monnaie a à voir avec la création et l'existence de richesses. Ceci, c'est pour vous, les citoyens ordinaires. Vous ne savez pas qu'en fait, c'est l'inverse, la monnaie a à voir, non pas avec l'existence de richesses et la propriété, non elle n'a plus à voir qu'avec... les dettes, les promesses... Les monnaies, ce sont des promesses empilées, pas des richesses produites. Et des promesses, il n'y a pas de limites, on peut en faire tant que l'on veut, du moment que les gens les croient. Le lien entre les richesses, les vraies, qu'elles soient tangibles ou sociales, immatérielles, ce lien a été rompu. « Ils » se sont donné le pouvoir de le rompre et, à partir de là, le pouvoir d'émettre autant de monnaie qu'ils le veulent, quand ils le veulent avec le prix, le taux d'intérêt, qui leur convient. Le pouvoir a basculé, il n'est plus au niveau des utilisateurs de monnaie, celle-ci n'est plus un bien commun, non elle est devenue un instrument. Un instrument du père UBU.

Mais il y a pire ou plus, car une nouvelle monnaie a émergé, une monnaie qui n'a même plus à voir avec les promesses ou les dettes, et cette monnaie, on ne sait même plus ce que c'est ; c'est, ce sont des écritures comptables, des

chiffres dans un « ledger ». Ce sont des bits, des digits, comme le dit faussement Bernanke : « nous avons une printing press électronique qui nous donne la maîtrise de la quantité de monnaie en circulation ». Selon lui, il suffit d'appuyer sur un bouton pour faire monter tous les prix. Bernanke souffre d'un délire de toute puissance, malgré sa printing press, il n'est, en particulier, pas maître de la quantité de monnaie en circulation. Mais là n'est pas notre propos, ce n'est qu'un incident. Cette monnaie n'a plus rien à voir avec la propriété, elle n'a non plus rien à voir avec les promesses, les dettes etc. ; non, elle a à voir avec les lois de la finance, ses besoins, son mode de fonctionnement, ses innovations, son ingénierie, les lois bancaires internationales. Cette monnaie là, c'est ce que nous appelons, faute de mieux, la monnaie financiarisée.

Vous pouvez en sortir 1 trillion de votre chapeau sans que le niveau des prix bouge d'un iota! Et cela malgré les rêves des Bernanke et autres. Cette quantité monnaie peut être multipliée par 3 ou 4 sans que l'on coure le moindre risque d'hyperinflation! Eh oui, Draghi a raison sur ce point.

La réalité que l'on vous cache, c'est non pas qu'il faut de plus en plus de crédit et de monnaie pour que la croissance revienne ; non, il faut de plus en plus de monnaie pour que le système tienne, pour qu'il ne s'effondre pas! Tout simplement.

Cette monnaie a totalement changé de nature, même par rapport à celle qui était la précédente, la monnaie de crédit, empilée sur les dettes. Les monnaies précédentes, celles que vous croyiez comprendre, étaient quand même fondées, assises, sur quelque chose -et c'est cela le mot important- sur « quelque chose ». Les dettes actuelles, on ne sait plus les dettes de qui elles sont. La monnaie dont nous parlons n'est pas assise sur quoi que ce soit, elle n'a à voir qu'avec les établissements, la plomberie, le système, les banques. Nous avons dépassé le stade où on pouvait encore approcher la nature de cette monnaie en disant, c'est de la « monnaie de gros », wholesale money. Non, c'est au-delà, c'est faute de mieux, refuge de notre ignorance, un opérateur du système.

Ils jouent sur le fait que vous avez une conscience monétaire d'un autre temps, sur le fait que vous êtes en retard -développement inégal- pour confisquer le pouvoir magique de la monnaie, mais d'une monnaie qui n'est plus la même que celle que vous croyez connaître. Votre conception de la monnaie est anachronique ; derrière le mot, la réalité a changé. La monnaie a

cessé d'être ce que vous croyez qu'elle est, et comme vous continuez à le croire, alors ils en profitent. Promotion 2015 de l'ENA : George Orwell.

Le problème de la monnaie, ils vous font croire que c'est l'inflation, mais non, ceci n'est qu'accessoire, le problème de la monnaie, c'est le Pouvoir que cela confère à celui qui la met en existence. Le problème de la monnaie, c'est son rapport avec la démocratie et le glissement vers le dirigisme et une forme de socialisme. Selon qu'il la met en existence d'une façon ou d'une autre, selon qu'il l'introduit dans le Système d'une façon ou d'une autre, selon le niveau auquel il fixe l'intérêt, le Banquier Central appauvrit les agents économiques, les citoyens, et il en enrichit d'autres. Le Banquier Central a un pouvoir supérieur à celui de vos élus politiques, ses munitions sont par trillions, celles des politiciens se chiffrent par milliards seulement. Ainsi, la BCE vient de décider une mesure dont l'enveloppe s'évalue en trillions sur 19 mois, tandis que les gouvernements rament sur les sommes ridicules de quelques milliards!

Le transfert de richesses que vont opérer les achats de titres à long terme de la BCE et de l'Eurosystème des banques nationales va porter sur des dizaines de milliards, effets directs et indirects compris!

Pour vous aider à comprendre. Par ses achats de titres à long terme, dits QE, et sa politique de taux d'intérêts quasi nuls, la BCE prive toute l'épargne, tous les épargnants, toutes les caisses de retraites, assurances, etc., de rendement, de rémunération. Elle spolie l'épargne en supprimant tout rendement raisonnable afin de procurer de l'argent gratuitement aux banques et aux gouvernements et afin de faire léviter le marché financier. C'est un transfert de richesses colossal. Et on feint de s'étonner de l'accroissement des inégalités. Mais c'est bien plus que cela, car c'est un ordre social qui bascule. Les effets de la politique de la BCE ne sont pas les mêmes, selon que les pays sont globalement épargnants ou pas. Dans les systèmes anglo-saxons, on n'épargne pas, on s'endette, on vit de « deficit spending », donc on est bénéficiaire de la disparition de la rémunération de l'épargne; dans un pays comme la France, gros épargnant, avec un ordre social fondé sur l'épargne, c'est l'inverse. On transfère les ressources des uns au profit des autres et, surtout, on détruit l'ordre social qui était attaché à cette épargne. Ce faisant, on fait un travail politique... qui prépare une mutation sociologique et sociale qui sera favorable au... socialisme et à l'étatisme. On prolétarise en quelque sorte.

Le public fonctionne par intuition, pas forcément les bonnes, car il en reste « aux évidences » comme celle-ci : lorsque les prix montent, « c'est la faute à ceux qui vendent ou produisent les biens et services ». Ils ne savent pas que, derrière, il y a une alchimie complexe qui fait que les prix peuvent monter ou baisser, pour mille et une raisons, dont en particulier, une raison majeure, l'équilibre entre l'offre et la demande de monnaie. Ou encore l'endroit où elle est injectée. Dans nos systèmes, l'origine, la nature, la vie et le comportement de la monnaie sont occultés. Toutes ces choses fondamentales sont rejetées hors du champ de la connaissance. Et bien sûr, rien n'est fait pour y remédier, nos démocraties ne vont pas jusqu'à vouloir faire progresser la conscience et l'intelligence du peuple souverain sur la chose monétaire. Et c'est normal, car c'est là, dans nos systèmes évolués, que gît la domination des pouvoirs. Avez-vous vu à l'occasion de l'actualité brûlante des QE, des fameux achats de titres à long terme et de son corollaire, le gonflement du passif du bilan des Banques Centrales, avez-vous vu le moindre effort didactique? Que disons-nous, le moindre effort de clarification? Non, l'obscurantisme est au contraire renforcé : il ne faut pas qu' « ils » comprennent. La soi-disant transparence des Banques Centrales est telle qu'elle équivaut à un aveuglement. Circulez, il n'y a rien à voir. On vous parle de trillions d'achats de titres émis par les gouvernements pour financer leurs déficits, on vous parle -à peine- de la contrepartie, à savoir que l'on met une somme équivalente de monnaie Banque Centrale au crédit des comptes des banques, et le tour est joué, vous êtes censés ne plus poser de question. Vous êtes censé admettre que tout cela est juste, efficace, justifié. Ben voyons, c'est pour lutter contre le chômage n'est-ce pas ! Ils créent le chômage par l'austérité qu'ils imposent et ensuite luttent soi-disant contre le chômage par la distribution d'argent gratuit... aux chômeurs? Que nenni, aux ultra-riches et aux banquiers !

La matière est complexe, la chose monétaire est tout sauf évidente, car nous avons quitté le domaine de la monnaie empirique que chacun peut toucher, dépenser et comprendre. Les trillions dont on parle ne sont pas de la vraie monnaie, ce sont des bits, des digits. Cette monnaie-là, c'est des entrées dans les livres. Elle est créée en contrepartie de l'achat de dettes souveraines auprès des banques. Et donc elle va rentrer dans les comptes des banques. Finalement, sa nature, à la limite, dépendra de ce qu'elles en feront. Et elle ne servira pas à acheter des marchandises, elle ne constitue même pas tout à fait

ce que l'on pourrait appeler le marché de gros de l'argent. Non, c'est encore autre chose. Ce qui est sûr, c'est que ces trillions ont vocation à stimuler l'appétit pour le risque, traduisez l'appétit pour le jeu, traduisez : ils ont vocation à faire monter les cours de Bourse et des instruments de crédit. Greenspan en 2006 a répété : « la monnaie, on ne sait plus très bien ce que c'est »; c'est vrai et faux, la monnaie, la vraie, d'avant, on sait très bien ce que c'est, mais en revanche, on ignore la nature de ces digits que l'on « printe » sur un clavier. Un dollar dans votre poche est un dollar, même s'il n'est pas sonnante et trébuchant. Pour être précis, ce billet d'un dollar n'est pas de la monnaie, c'est déjà une dérivée de la monnaie. Mais disons que c'est de la monnaie, et vous savez ce que c'est.

Pour bien comprendre la chose monétaire, il n'y a que l'Histoire. La théorie, les abstractions ne valent rien, ce ne sont que billevesées. Billevesées dont la plus grosse est ce que l'on appelle le « chartalisme » qui confond la situation présente avec la nature profonde de la monnaie.

La genèse de la monnaie la plus claire se trouve chez Marx quand il développe sa thèse selon laquelle la monnaie est l'équivalent général des marchandises. Il montre, par sa méthode dialectique et historique, comment la monnaie est née et s'est imposée. Mais c'était avant. Bien entendu, ne cherchez pas à dériver l'analyse de Marx sur la « monnaie » présente, ce serait inadéquat. La forme, et nous soutenons, la nature de la monnaie, ont changé, elle n'a plus de lien non seulement avec l'or, ou la quantité de travail intégrée dans les marchandises, elle a été coupée du lien avec l'effort et droit de propriété. L'une des originalités de notre position est que nous avons étendu cette conception de la monnaie au domaine de tous les actifs financiers. Nous affirmons que l'on a unifié le champ des monnaies et quasi-monnaies tout en coupant ce champ de l'économie réelle. On a, selon nous, autonomisé les signes. On les a libérés du poids de l'or, de la rareté en général, de la pesanteur de la propriété et on les a rendus simples créatures des Banquiers Centraux qui ont la maîtrise du « printing ».

Un dollar en dépôt dans une banque, ce n'est déjà plus un dollar car il a été financiarisé. On a changé sa nature. La banque n'a plus à vous le rendre, elle n'a plus le statut de dépositaire, contrairement à ce que vous croyez, non, c'est un passif de la banque, une créance sur la banque et cela fait toute la différence. Si elle fait faillite, vous devrez concourir comme les autres créanciers pour retrouver une fraction de votre argent. Les comptes bancaires

ont cessé d'être des comptes de dépôt. Ceci n'est qu'un exemple, pour vous montrer simplement que la monnaie que vous avez connue a changé de nature. La monnaie est auto-dévalorisable, biodégradable, comme le démontrent les taux d'intérêts négatifs qui se généralisent. La monnaie ancienne avait rapport avec la propriété, la monnaie financiarisée, qui est encore autre, chose que la « fiat money » a à voir uniquement avec l'endroit, l'établissement où elle est logée. Et encore logée est un mot trompeur. Ainsi, si vous avez de l'or à la banque, sachez que si vous avez précisé que vous vouliez que votre or soit en dépôt individualisé, vous être propriétaire ; si en revanche votre or n'est pas individualisé, il devient financiarisé. Le lien n'est plus la propriété. Vous n'êtes que créancier soumis aux lois bancaires.

Pensez-y quand votre établissement sera en faillite ou avant!

De même, et on monte dans la complexité, les centaines de milliards qui alimentent le marché de l'eurodollar ne sont plus des dollars, c'est encore autre chose, à cheval sur le réel et le virtuel. Tout a basculé, d'abord en 1933, puis quand les monnaies ont cessé d'être convertibles, fin des années 60, et enfin quand le marché de l'eurodollar a pris son essor, quand au lieu de régler les déficits internationaux par des transferts d'or, on les a réglés par des mouvements de comptes alimentés par le crédit et que ces crédits ont été empilés... sur des dettes et qu'il a fallu alimenter le tout, pour la stabilité, par les fameux digits.

Nous ne pourrions mieux résumer qu'en disant qu'une création de l'homme a échappé à son maître.

Disons pour simplifier que cet argent, ce n'est pas de la monnaie, ce n'est même pas une dérivée de la monnaie, c'est quelque chose de radicalement différent. Le dollar, avant, était une dérivée de la vraie monnaie qui était l'or. Maintenant c'est autre chose. Comme le mercure, cela court, insaisissable. Le meilleur nom pour nous, c'est non plus « monnaie » ou même le mot déjà plus juste de l'Américain « currency », non, pour nous c'est « la liquidité ». A moins que ce ne soit que de la « fluidité » ou de la capacité à se déplacer dans la plomberie de la finance. Nous plaisantons, mais hier aux USA et en 2015 en Europe, on peut appeler les QE, du « Destop », le fameux déboucheur de canalisations. La réalité toute crue est que ces digits, on ne sait plus ce qu'ils sont. On ne sait pas vraiment où ils vont. On parle de dollars, mais ce ne sont plus des dollars, une certaine dette est au centre, mais on ne sait plus dette de qui, on ne sait plus où cette dette est localisée. La

plupart des dollars qui circulent n'ont plus de rapport, ni avec les Etats-Unis, ni avec la Fed. Quand on les crée, ils font ce qu'ils veulent suivant leur caprice ou plutôt suivant la ligne de plus grande pente de l'accumulation, du profit. Ils suivent la ligne de plus grande pente du profit, dit d'arbitrage. Mais ce que l'on sait, c'est que, quand il n'y en a pas assez de ces dollars, qui n'en sont pas, de cette liquidité, quand il n'y en a pas assez dans le système, il se bloque, c'est la crise comme en 2008/2009. Et c'est pour cela que l'on fait des QE et des taux réels négatifs, pour que le jeu, le manège infernal, continue. Car ne vous y trompez pas, le manège est infernal, nous sommes dans Faust avec des gens qui ont vendu leur âme au diable.

Ne vous étonnez pas si une partie de notre texte reste obscur. Ce n'est pas insuffisance de votre part. Très peu de personnes en Europe comprennent de quoi nous parlons. Et surtout pas au sein des gouvernements. Seuls quelques conseillers réussissent à suivre les raisonnements, mais cela reste superficiel...

La vogue de ce que l'on appelle « les modèles » vient de là. Comme on a renoncé à comprendre, on met en relation des choses, des agrégats, des chiffres, et on fait des équations magiques, des régressions, on tire des corrélations. Les modèles sont le signe que l'on a renoncé à comprendre comment cela marchait. Le modèle dit : cela a donné cela dans le passé, essayons de voir si cela fait la même chose cette fois. Et croisons les doigts.

Nous en venons à l'essentiel. Tout ce que font ou ont fait les Greenspan, les Bernanke, les Yellen, les Fischer, et maintenant les Draghi, repose sur une seule chose, une seule, nous disons bien: la croyance qu'ils ont compris ce qui s'était passé en 1929.

Tous partent de la même assertion dogmatique produite par le cerveau mégalomane de Milton Friedman, à savoir que c'est la Fed, en resserrant les liquidités en 1929, qui a provoqué la Crise.

Comme ils croient que la Fed est responsable de la crise de 29 par sa politique malencontreuse de resserrement, alors ils disent « plus jamais cela »; nous, nous ne resserrons jamais, toujours nous injecterons des liquidités. Toujours nous reflaterons, toujours nous empêcherons la contraction du stock de dettes, etc.

A ces cerveaux prétentieux, il ne vient pas à l'idée que la crise de 1929 a été provoquée, avant, par ce qui s'est passé pensant dix ans: la création

incontrôlée de crédit et le leverage excessif généralisé. Pour eux, la crise de 1929, c'est la conjonction de l'erreur de la Fed qui a réduit les liquidités et des animal spirits!

Bien entendu, vous êtes libres de ne pas être convaincus, mais au moins vous devez vous poser la question: cela fait maintenant 6 ans que l'on applique les mêmes remèdes et avec des doses croissantes, comment se fait-il que cela ne marche pas et qu'il faille, encore aujourd'hui, faire un QE en Europe, un QE suicidaire au Japon? Comment se fait-il que les revenus ne progressent pas, que les prix du pétrole s'effondrent, que...le monde se disloque, que les conflits se multiplient...

La crise de 2008/2009 est une crise simple, quoi que l'on en dise, et facile à décoder. Pour obtenir l'emploi maximum et les revenus maximum, s'opposer aux cycles des affaires, les Anglo-saxons ont dépensé plus qu'ils ne gagnaient. Ils ont refusé de réduire leur niveau de vie. C'était dans le milieu années 60, surtout à partir de 1963. Ils ont accumulé les déficits, et se sont fait drainer l'or qu'ils avaient en réserve. A partir de 1967, en fait, on était en régime d'inconvertibilité. Les Américains étaient alliés des Britanniques et ils ont tenté de les aider, de venir à leur secours. Hélas, eux aussi ont sombré dans les déficits et l'impasse monétaire de l'inconvertibilité. Ils ont, en 1971, coupé le lien et la convertibilité de leur devise en or. En 1973 puis 1976, les accords de la Jamaïque ont entériné les changes flottants. Les déficits, étant financés par les dettes, ces dettes se sont accumulées repoussant toutes les limites connues puisqu'il n'y avait plus de corde de rappel. A un moment donné, ces dettes sont devenues excessives. C'est un phénomène endogène, une nécessité interne au système, qui fait que l'insolvabilité à un moment donné se manifeste. Les créanciers ont eu peur de ne pas être remboursés. Il y a eu révolte, le crédit s'est bloqué. Et pour tenter encore de repousser ces fameuses limites que l'on refuse, alors, on arrose, on inonde le monde de liquidités, on baisse le change, on « force » le système pour lui faire avaler des dettes dont il ne veut plus, ces dettes étant déjà très excessives, on fait des QE, on met à zéro les taux d'intérêt et on prie pour que cela suffise à les rendre supportables.

La soi-disant lutte contre la déflation est en réalité une lutte pour l'inflation, pour des taux très négatifs, car ceci allégerait les dettes et permettrait de prolonger le cycle du crédit.

Point à la ligne, tout est simple, facile à comprendre.

La portée des événements Grecs: une brèche historique!

Cela se Passe près de Chez vous: Bruno Bertez 2 février 2015



Nous considérons que la question Grecque peut devenir extrêmement importante.

Elle dépasse très largement le problème de la dette de ce pays. En fait c'est non seulement la « solution » de l'austérité qui est en cause, mais c'est aussi:

- Le fonctionnement de l'Europe.
- L'existence et la logique de la monnaie Européenne.
- Les orientations prises en 2009 lors de la crise du système.
- Comme le montrent clairement les statistiques qui circulent et qui montrent que les plans des européens n'ont pas bénéficié au peuple Grec, mais à hauteur de 80% au secteur bancaire. Il devient clair que l'on a sauvé les banques euro en enfonçant l'économie réelle Grecque.
- La souveraineté des peuples et la démocratie.
- L'ordre du monde voulu par les USA, l'Atlantisme.
- Les solutions mises en place depuis la mondialisation et la financiarisation afin de faire face au ralentissement structurel de la croissance des pays développés et la chute de rentabilité du capital.

-L'évolution politique vers la social-démocratie généralisée, la socialisation de nos systèmes, le rôle de l'état comme manager central, le réformisme qui en découle, la permissivité des moeurs etc.

-La convergence sociale-démocrate du Centre Droit et du Centre Gauche avec les fausses alternances favorisées par les régime présidentiels , la création de fausses alternatives.

-La contagion aux pays du sud d'abord en Europe et en France ensuite.

-La remontée ou non d'une forme d'eurocommunisme.

-La question des alliances entre l'Extrême Gauche et une partie de l'Extrême Droite comme on le voit en Grèce dans le gouvernement Tsipras.

En un mot le cas Grec est une brèche.

A ce jour nous ne craignons de dire que seul Mélenchon a compris ce qui était en jeu à savoir: la position des gauches dures dans leurs alliances avec les partis soit disant socialistes. Mélenchon se déchaîne contre les socialistes, comme s'en plaint Cambadélis. Et ce n'est pas un hasard bien sûr.

Lisez et écoutez Mélenchon, il fait feu de tout bois et ce n'est pas seulement en raison de sa proximité avec Tsipras. C'est aussi compte tenu du fait qu'à ce jour, seuls les héritiers de l'eurocommunisme ont une analyse théorique de la situation. Les anciennes analyses des années 80 sur la crise du capitalisme, sur le Capitalisme Monopoliste d'Etat- le CME-et la collusion entre le très grand capital et la finance sont, transposées au niveau européen, tout à fait d'actualité.

Nous ne sommes pas certains que Merkel et Hollande aient compris tout cela. Leurs analyses sont bornées, restrictives, ces gens manquent de vision historique. Tout au plus, ils comprennent les effets de contagion, mais ils ne voient pas le fond, le fil historique.

Sommes-nous en présence d'un dernier sursaut du moribond et des couches sociales qu'ils représentent ? Ou bien sommes nous en présence de la

révélation des contradictions profondes que recèlent les « solutions libérales-socialistes -réformistes-permissives »?

Le réformisme, en détruisant beaucoup de gens des classes moyennes et ce qui reste des travailleurs, sape les bases électorales des socio-démocrates. Cela est général en Europe et même aux USA.

Le bipartisme et les subterfuges des fausses alternances créent des conditions nouvelles. Est-ce que le jeu de la carte va favoriser de nouvelles solidarités/alliances sociales? C'est l'une des questions. C'est celle que posent Syriza, Podemos, les Populistes de Beppe Grillo et Marine Le Pen. Les analyses sur le rapprochement de ce que l'on appelle les Nationaux et l'Extrême Gauche pêchent par simplisme historique.

Rien n'est joué, la montagne peut accoucher d'une souris, mais l'avortement n'est pas garanti.

Le meilleur allié des socio-démocrates de droite et de gauche, c'est le monde médiatique, c'est lui qui va tenter de mystifier, déformer, banaliser et donc réduire l'impact des événements Grecs.

Plein de chiffres économiques pas terribles, mais le pétrole nous sauve la mise

Posté le fév 3, 2015 Par [Thomas Veillet](#) Dans [Chronique matinale](#)

Alors que nous sommes en phase de sevrage et que la plupart des intervenants est en train d'essayer de ne pas prononcer le mot « QE » durant la journée, meilleurs parvenant même à ne prononcer ni QE, ni Draghi pendant près de huit heures de suite, ce qui consiste en un exploit psychologique sans précédent, nous cherchons patiemment des solutions pour assaisonner nos journée avec des saveurs alternatives.

Vu que l'on ne peut plus parler du boulot des banques centrales vu que c'est du passé, on tente de trouver d'autres centres d'intérêts. Hier c'était les chiffres économiques et surtout les chiffres du PMI un peu partout dans le monde. Tout d'abord, il faut retenir qu'en Europe, ce n'est franchement pas que du bonheur ; même si le chiffre global de l'Europe était en-dessus des 50 (51 contre 50.6 en décembre), le marché a tout de même été refroidi par les données individuelles, puisque la France, l'Italie, la Grèce et l'Autriche montraient des baisses notables dans leurs activités économiques respectives.

On notera que le PMI de la Grèce est au plus bas depuis 15 mois.

Mais bon, le sujet de la Grèce est secondaire, puisque depuis qu'ils ont nouveau gouvernement de gauche tout neuf et bourré de nouvelles idées toutes les trois minutes, on ne s'ennuie pas. En l'espace de quelques jours, Tsipras a : provoqué les Allemands proposant de rayer la dette, rallié les Français à leur cause, payagé en arrière face au NEIN ! ferme et définitif de Merkel, laissé entendre qu'ils se rallieraient à la Russie, demandé du temps à l'Europe, proposé un swap de la dette et laissé entendre qu'ils ne rallieraient PAS à la Russie.

Il est clair qu'au milieu de tout ce pataquès, un PMI à la ramasse ne préoccupe personne. D'ailleurs le dernier discours de Tsipras excluant le GREXIT et rassurant sur ses non-liens avec la Russie a fait remonter l'ETF sur la Grèce de plus de 11%, c'est le second plus gros gain journalier de l'histoire du marché grec, au cas où quelqu'un prend des notes.

Malgré ces chiffres plus que tempérés en Europe et la Grèce qui fourni le piment du marché, l'Europe a (ENCORE UNE FOIS) terminé en hausse, enfin, pas TOUTE l'Europe, surtout l'Allemagne, vu que tout le monde le sait ; l'Europe va terminer en hausse l'année 2015 – à cause de la magie du QE – la seule énigme qu'il nous reste à résoudre, c'est de savoir en hausse de combien nous terminerons le prochaine mois de décembre – et je peux vous dire, suite à un sondage personnel, les extrémistes bullishs font presque plus peur que les extrémiste du « ont va tous mourir », par moment j'ai presque l'impression que l'Europe est devenu une réplique d'un fonds Madoff qui ne peut que monter parce que la stratégie du gars, ben elle est trop cool...

Cependant, hier s'il ne fallait trouver qu'un seul responsable à la hausse du marché, c'était le pétrole. OUIIIII, notre ami l'or noir n'est donc pas mort. Pas encore en tous les cas. Hier les « experts en or noir » se sont soudainement rendus compte que de plus en plus de puits de pétrole avaient cessé de fonctionner aux USA – forcément, à un certain moment, ça ne sert à rien d'extraire si c'est pour vendre son bidon moins cher que ce qu'il nous coûte. Dans la foulée, les génies en économétrie que sont les « experts en or noir », se sont frappé le front en hurlant : « EUREKA, j'ai trouvé !!! » et de rajouter : « si moins d'extraction, moins de production, moins de production, moins d'offre. Moins d'offre ne suffisant pas à alimenter la demande fait que le pétrole va monter ».

Et c'est ce qu'il fit. Ce matin le baril vaut 49.96\$ et il revient d'au-dessus des 50\$. Oui, vous avez bien lu, le pétrole est repassé au-dessus des 50\$.

Plus que 50\$ de hausse et nous sommes de retour à 100\$. Alors que tout le monde pense que le baril va à 30\$. Au moins. Un grand classique des mouvements de foule. D'ailleurs cette nuit, l'OPEC s'est empressé de dire que « selon eux », le baril pourrait-éventuellement-peut-être aller à 30\$, justement.

Mais peu importe, vu que le pétrole remonte, c'est la samba dans le secteur qui s'était fait démonter copieusement ces derniers temps. Les pétrolières montaient partout dans le monde et pour rajouter à la liesse ambiante, Exxon a publié des chiffres nettement au-dessus des attentes. Nettement plus faibles que l'an passé à la même période, mais encore une fois, les analystes s'étaient peut-être un peu trop emballés à la baisse sur leurs attentes. Damned encore raté.

Une fois n'est pas coutume, le secteur pétrolier a donc fortement contribué à la hausse du marché hier.

Pourtant aux USA, ce n'était pas gagné. La seule bonne nouvelle et le seul réconfort provenait du fait que le S&P500 semblait avoir trouvé un support en la personne des « bas » fait sur l'indice durant le mois de décembre, il y a un siècle, c'était avant le QE. Il faut dire que les intervenants sont un peu frustrés aux USA ; parce qu'avant, avec la liquidité fournie par Yellen et Bernanke successivement, avec LEUR QE à eux, c'était plus facile de faire monter le marché. Maintenant il faut vraiment y croire et ce n'est pas simple.

En plus hier les chiffres économiques n'étaient pas euphorique, le personal spending était en berne, l'income était un peu mieux, mais les Américains ont l'air de thésauriser plus et de dépenser moins ce qui n'est pas forcément la formule magique que l'on rêve pour l'économie US. Pour couronner le tout, l'indice ISM était poussif. Mais heureusement il y a le pétrole qui nous a sauvé la mise. Le pétrole et le fait que l'on attende des « bons chiffres pour l'emploi » ce vendredi.

Ce matin en Asie, l'Australie a encore baissé ses taux à 2.25% et le dollar australien se casse la figure. On se demande si l'Inde ne sont pas les prochains sur la liste (pour baisser les taux). Shanghai remonte de 0.5% après les mauvais chiffres du PMI de ce week-end, mais c'est le Japon qui recule de 1.3% ce matin. Hong Kong abandonne 0.4%.

Dans les nouvelles du jour, on va parler de la nouvelle proposition de la Grèce qui veut échanger sa dette contre des nouvelles obligations de croissance et qui annonce aussi qu'elle va partir à la chasse aux méchants évadés fiscaux. Aux USA, elle court, elle court la rumeur, puisqu'Office Depot et Staples serait en discussions avancées au sujet de leur fusion. Apple va emprunter encore 6.5 milliards alors qu'ils sont assis sur 178 milliards de cash – c'est vrai qu'à ce prix-là, ils auraient tort de s'en priver. Google va se lancer dans la guerre Uber, puisqu'ils seraient sur le point de lancer un service similaire.

Le Barron's pense que Freeport McMoran pourrait couper son dividende durant le premier trimestre, ils pensent aussi que le « trou d'air » sur Alibaba pourrait être une opportunité.

Côté chiffres économiques, nous aurons le trade balance en Suisse, les variations de l'emploi en Espagne, le CPI en Italie, le PPI en Europe, les ventes des grands-magasins aux USA, le Redbook, l'ISM New York, les Factory Orders, les ventes de voitures et de camions et puis les chiffres du pétrole version API.

Allergan, Arch Coal, Santander, Chipolte, Gilead, Take Two, UPS, Walt Disney et Wynn Resorts seront les noms au programme des publications trimestrielles du jour.

Pour le moment les futures sont en baisse de 0.35%. L'Euro/\$ est à 1.1329, le \$/yen vaut 116.98, le Bitcoin vaut 233.5\$, le rendement du 10 ans est à 1.67% et l'Euro/Suisse est à 1.0513.

C'est à peu près tout ce qu'il y a à dire ce matin. Je vous souhaite une très belle journée. En ce qui me concerne, je vous retrouve demain à la même heure et au même endroit ! Que votre café soit chaud et revigorant et sachez que chaque jour qui passe nous rapproche des terrasses printanières.

À demain.

Thomas Veillet
Investir.ch

[Quantitative easing de la Banque centrale européenne, la finance peut-elle revenir au service de l'économie des gens ?](#)

[3 février 2015 blog de Paul Jorion par Pierre Sarton du Jonchay](#)

Le programme de facilitation quantitative (quantitative easing) annoncé par la BCE est l'histoire d'une jolie femme abandonnée et déprimée qui essaie de se refaire une beauté en maquillant son image sur le miroir-même où elle se regarde. Les dettes comptabilisées dans les banques y compris à la BCE habillent l'image calculée de l'activité des consommateurs, des travailleurs, des entrepreneurs et des investisseurs. Mais le calcul de la réalité économique devient maquillage fallacieux si la réalité disparaît sous le calcul. Sans les dettes des uns qui sont la demande des autres, le visage de l'économie n'est pas parlant ; il n'attire de demande ni ne s'active. A l'opposé, le maquillage excessif de la dette fait immanquablement penser que l'économie promet ce qu'elle n'a pas l'intention de produire. Le désir s'éteint. Trop de dettes fait la vérité invisible ; le maquillage devient leurre.

La comptabilité bancaire souligne le visage d'une économie dans son ensemble. A l'échange des choses répond l'échange des consentements projetés dans le futur. L'actif des banques mesure la réalité économique que les gens désirent. Le passif des banques dit qui désire et quelle part chaque déposant, créancier ou actionnaire peut réclamer de la réalité des actifs comptabilisée par les prix. Le prix total de ce que les gens désirent au passif des banques égale le prix total de ce que les gens s'engagent à produire à l'actif des banques. Les prix inscrits à l'actif des banques sont une image calculée d'une réalité plus ou moins habitée par des gens qui travaillent, entreprennent, investissent ou s'assurent. Si le maquillage comptable est mesuré pour et par la sincérité, la vérité de l'économie apparaît comme réalité crédible. La mesure de la réalité par le crédit est limitation de l'incertitude. Si elle prétend à la certitude de la quantité absolue, alors elle devient qualitativement insaisissable. Le prix comptabilisé est preuve d'une vérité possible dans l'économie de la connaissance incertaine.

L'intérêt du prix qui est mesuré en crédit bancaire est le surpris issu de la connaissance partageable de la réalité économique. Pour qu'un prix soit véridique, il faut une réalité reconnaissable et offerte à quelqu'un qui la demande effectivement. Demander quelque chose qui soit réel et concret, c'est promettre d'en payer un certain prix fixé dès maintenant. Mais le prix prêté dans une demande devra être remboursé par la livraison effective de la chose offerte à la date convenue entre le demandeur et l'offreur. L'intérêt du crédit consenti à l'offreur par le demandeur est le surpris qui résulte de la transformation effective d'une promesse en réalité par le temps. Le surpris de

l'intérêt convenu et comptabilisé par la banque est la réalité anticipée de la confiance efficace entre les acteurs économiques. La confiance est ce par quoi la parole sous le prix avancé se transforme en réalité effective par le travail du vendeur et de l'acheteur.

Les trois réalités en travail, crédit et capital de la prime de crédit

Le surpris issu du crédit qui transforme la promesse en réalité livrée par le temps s'explique par trois façons. La première façon est le travail effectif par lequel l'offreur fabrique ce qu'il va livrer et le demandeur gagne le prix qu'il règlera. Le travail d'un demandeur est comme celui d'un offreur. Mais le demandeur s'occupe d'offrir ce qui lui fait gagner le prix de ce qu'il demande alors que l'offreur s'occupe de produire la chose qui justifie le prix qu'il demande. Dans les deux positions d'achat ou de vente, il est dans la réalité temporelle inconcevable donc impossible d'offrir sans demander ou de demander sans offrir. La seconde façon du surpris est le travail conceptuel nécessaire d'offre par la demande qui est aussi la demande par l'offre.

Cette deuxième façon du surpris qui engage le crédit nécessaire à la réalité n'est pas assumé par les banques. Le travail nécessaire de la banque est de dire le détail des prix demandés dans la globalité passive des prix offerts. Si la sommation par les prix du travail demandé n'est pas suffisamment décrite au travail offert, il est vraisemblable que le prix promis de toutes les productions engagées au passif des banques ne sera pas entièrement transformé en réalité effectivement livrée aux prix de l'actif des banques. L'égalité comptable normative du passif et de l'actif des banques ne suffit pas à prouver que ce que les gens attendent par les prix passifs est intégralement satisfait par les actifs réellement livrables.

Le programme de facilitation quantitative de la BCE est juste un nouveau prêt de liquidité monétaire contre des paroles bancaires invérifiables dans la réalité économique. Une trace supplémentaire de rouge à lèvres sur l'image des lèvres dans le miroir. Le taux d'intérêt quasiment nul des avances de liquidité de la BCE est d'ailleurs la reconnaissance objective du caractère cosmétique du geste de la banque centrale. Les banquiers n'ignorent pas la dépression de l'économie réelle. Le surendettement général est universellement interprété comme une accumulation de maquillage déjà bien suffisante pour masquer une réalité devenue indésirable parce qu'impalpable au regard.

Le taux d'intérêt nul des crédits de la BCE signifie que le crédit bancaire n'est plus demandé ; que la liquidité du crédit ne mesure plus la réalité économique ; que le temps qui passe ne transforme plus les prix en réalité offerte et demandée. La conceptualisation du réel économique par le travail bancaire d'information du temps des offreurs et demandeurs n'opère aucune réalité. Le travail de transformation et de conceptualisation de la réalité n'est plus destiné à la satisfaction des personnes mais à l'accroissement virtuel de quantités de capital indéfinissable. La troisième façon de justifier le surpris bancaire est la garantie due à l'existence de la personne qui prête ou emprunte. L'intérêt dissocié de la personne qui offre et demande fait la réalité sans propriétaire sous le prix. Le prix du capital s'accroît tout seul hors de la satisfaction d'une demande réelle par une offre de réalité.

Le surpris du droit réalisé des gens

La réalité ultime de l'intérêt du crédit véridique est la reconnaissance de la personne à l'origine de tout prix. Celui qui offre concrètement obtient un supplément de reconnaissance sur la personne qui demande virtuellement. Le prix prêté à l'origine du crédit engendre un supplément de dette au remboursement du prix de la chose effectivement livrée. Le surpris matérialise le supplément de la satisfaction présente par rapport à une satisfaction à venir. Si la personne qui demande paie plus à la personne qui offre que le prix fixé à l'origine, c'est bien que la bonne vie de celui qui attend est servie par le travail de transformation de la réalité mise en commun. La réalité ultime de l'intérêt dans le surpris du temps est l'État de droit actif entre les personnes agissant réciproquement pour leur bien.

Dans la virtualité libérale de l'économie sans réalité, l'existence d'une chose réelle commune n'est pas nécessaire à la comptabilisation d'un prix. Le travail de la chose au bénéfice d'une demande personnelle n'est pas requis pour qu'une dette soit comptabilisée. L'économisme libéral est une mécanique comptable auto-régulée par une loi intrinsèque qui n'est pas discutable par les personnes ; qui n'est donc pas interprétable dans une réalité commune entre les personnes. L'économie du vivre ensemble est une équivalence vérifiable des prix dans l'échange des choses réelles. *Le virtualisme libéral consiste à interdire la représentation de l'intérêt général par l'Etat.* L'intérêt n'étant plus général mais abstrait de toute réalité subjectivement palpable, se trouve mécaniquement à la disposition des

propriétaires cachés du capital bancaire virtuel.

Comme il n'y a pas d'État actif dans la zone euro, les banques comptabilisent librement les dettes selon l'intérêt capitalistique de leurs actionnaires anonymes. Aucune institution publique locale ou fédérale n'est habilitée à demander le prix et la réalité de l'intérêt général dans les transactions de crédit. Plus radicalement, *les institutions publiques sont ravalées au rang de n'importe quel intérêt particulier traité par les banques comme tout autre intérêt particulier.* Les institutions publiques empruntent selon l'intérêt particulier de leurs représentants et non selon le prix réel des services publics nécessaires à la satisfaction générale des besoins par les prix. L'équilibre entre offre et demande de chaque chose n'est pas réalisé dans les prix déformables par le crédit.

Le surprix de la liquidité facturée par les banques aux emprunteurs de monnaie devrait revenir en rationalité d'économie réelle aux institutions de l'État de droit. Leur fonction spécifique est d'assurer la vie réelle des gens par la transformation du travail. Les paiements des personnes publiques étatiques sont par finalité civile exclusivement destinés à la rémunération du travail producteur de la réalité au service de tous. Les emprunts publics devraient être limités par le prix réel effectivement demandé à terme des biens livrables au bénéfice de la communauté demandeuse. Or l'ordre bancaire et monétaire actuel ne s'appuie pas sur une identification véritable de tous les emprunteurs dans leur fonction économique au service de leurs acheteurs.

Démantèlement du bien commun ou restauration des États ?

La nouvelle campagne de facilitation quantitative de la BCE va donc accroître les dettes des banques, des États et des entreprises multinationales dont le prix de la production réelle est systématiquement dissimulé à l'offre de travail qui peut le transformer. La disproportion croît de la rémunération du travail réel par le crédit à la demande de travail virtuel par le capital bancaire anonyme. La dépression économique des vraies gens va s'accroître partout où la souveraineté nationale est trop faible pour s'opposer à la cupidité des usuriers hors sol. Dans les pays où la cohérence nationale est suffisamment forte pour pousser le pouvoir politique, les dettes non remboursables seront imputées par prélèvement fiscal direct sur le capital réel public et privé.

Les dispositions pratiques d'émission des nouvelles liquidités en euro

aboutissent à diviser la politique de solvabilité en euro entre les intérêts nationaux concurrents inégaux. La monnaie unique se virtualise davantage dans son unicité politique de réalisation économique. L'allocation des crédits de monnaie centrale revient aux banques centrales nationales. La BCE perd son monopole normatif et interprétatif de l'égalité entre les États et entre les banques. L'équilibre des droits entre les emprunteurs et les prêteurs est nationalisé. Comme la monnaie circule sans contrôle ni fiscalité d'un Etat à l'autre, l'équilibrage monétaire global du prix de l'offre au prix à la demande n'était pas intelligible à l'échelle des Etats. Il ne le sera plus non plus à l'échelle de la zone entière de monnaie unique.


Pour que le prix de la liquidité ne soit pas capturé par les banques au mépris de l'équilibre général entre offre et demande du travail des gens, il faut que la fiscalité puisse s'intégrer aux transactions de crédit. L'assurance de la solvabilité des emprunteurs est alors financée par le plein emploi de l'offre de travail demandée en droit des personnes. Un tel équilibre implique l'alignement du zonage monétaire sur les espaces souverains du Droit des personnes. Le prix de la liquidité est alors réparti par une politique zonale du crédit entre la banque centrale et un pouvoir politique responsable de ses comptes publics. Le capital public de la banque centrale assure la solvabilité du système bancaire et l'État ré-assure la bonne vie des gens. La solvabilité réelle des gens est la liquidité garantie du crédit. Solvabilité domestique assurée par la fiscalité et solvabilité extérieure garantie par les primes de change réglées à la banque centrale.

La religion féroce qui régit la zone euro et l'ordre monétaire international actuel consiste à réserver à une poignée de privilégiés le surprix du travail que résulte de l'État de droit. Le crédit bancaire exonéré de la loi est accordé à des emprunteurs hors sol qui achètent et rémunèrent le travail avec les monnaies contenant le minimum de droits sociaux au prix fiscal le plus bas. Les ressources fiscales des États sont mises en coupe réglée par dissimulation bancaire libre des bases fiscales et substitution de la dette publique à l'impôt. L'intérêt non calculable dans sa fonction d'assurance du droit des personnes anéantit l'économie réelle dans la virtualité financière. La Grèce de Syriza demande le retour de l'euro dans la réalité des citoyens d'Europe.

Syriza : une seconde semaine qui commence aussi fort que la première

par Le Yéti - Brèves de Yéti 3 février 2015



Quiconque veut savoir ce qui se passe en Grèce (et bientôt chez lui !) doit s'abonner à l'excellent site d'Olivier Drot, [Okeanews](http://Okeanews.fr) . Il y apprendrait qu'[après leur folle première semaine](#), Alexis Tsipras et les siens, loin de calmer le jeu, en rajoutent une bonne couche selon l'excellent principe que la meilleure défense, c'est l'attaque.

Démonstration :

- **le refus de ratifier le TTIP** annoncé par Georgios Katrougkalos, ministre adjoint à la réforme administrative ; rappelons que le TTIP est un accord commercial très controversé conclu dans l'ombre entre les États-Unis et la Commission européenne ; rappelons que l'unanimité des pays membres de l'UE est exigée pour une telle mesure entre en application ;
- **la remise en cause des contrats d'armement liant la Grèce aux fabricants allemands et français** annoncé par Panos Kammenos, ministre de la Défense ; rappelons que le "plan de sauvetage" imposé par l'UE à la Grèce excluait catégoriquement la remise en cause de ces contrats aussi juteux pour les marchands de canons qu'excessifs en période d'austérité généralisée ;
- **la fin de l'usage des gaz lacrymogènes lors des manifestations** décidée par Giannis Panousis, ministre de la protection du citoyen :
« Si on arrive à se servir de gaz lacrymogènes, ça veut dire que les choses en sont à un point extrême où l'autre partie utilise également divers types d'armes, des pavés en marbre ou autre. Alors, oui, on peut considérer la possibilité. Mais, les gaz ne peuvent pas servir à pourchasser des retraités ou des enseignants » (Giannis Panoussis).

Vous avez dit « volonté politique » ?

Au fait, que pense les Grecs de cette entrée en matière pour le moins tonitruante de leurs nouveaux gouvernants. Ils approuvent en majorité^[1] :

- 56 % des personnes interrogées se déclarent satisfaites du résultat électoral ;
- 70 % font confiance à Alexis Tsipras comme Premier ministre ;
- 60 % approuvent la nomination de Yanis Varoufakis comme ministre des Finances ;
- 56% se déclarent favorables à la collaboration entre Syriza et les Grecs Indépendants (ANEL) et 51 % approuvent la nomination de Georges Kammenos (ANEL) au ministère de la Défense.

Notes:

[1] Les résultats publiés ci-dessus proviennent de deux sondages, l'un mené par Metron Analysis pour le journal Parapolitika, l'autre réalisé par Public Issue pour le journal Aygi.